

# LES USAGES DU PIB

Pierre Lachaize - Julien Morel

Tome 1



**Remerciements** : nos sincères remerciements à tous ceux qui nous ont apporté leur contribution, réaction ou relecture à cette publication.  
**Date de publication** : avril 2013.



# Introduction

*Chaque acteur économique, ménages, entreprises, État, voit « sa croissance » dans la croissance du PIB et tous souhaitent qu'elle soit forte et continue. Certains cependant, dont des prix Nobel d'économie, dénoncent ce fétichisme en raison des limites des ressources naturelles et d'une décorrélation constatée entre bien être et croissance.*

*Le PIB est au cœur de cette controverse, pourtant le PIB n'est en soi ni un bon ni un mauvais indicateur. Il existe seulement des usages pertinents ou non pertinents du PIB. Encore faut-il identifier ces usages, comprendre à travers quels ressorts le PIB y a pris place, en dénombrer les acteurs et les utilisateurs, et, parallèlement, comprendre les limites du PIB et s'interroger sur l'existence d'indicateurs alternatifs plus pertinents.*

*C'est ce travail qui a été mené ici. Nous proposons une typologie d'usages. Nous constatons que ceux-ci ne concernent directement qu'une fraction limitée, mais influente, des acteurs économiques, essentiellement les organisations internationales, les États, les économistes, les médias. Finalement 99% des entreprises, bon nombre de services publics, l'immense majorité des citoyens, n'ont qu'un usage très marginal du PIB.*

*Nous voyons aussi le PIB consacré dans des Constitutions et des traités internationaux.*

*Parallèlement, nous vérifions que le PIB n'est pas adapté au pilotage des pays riches et nous illustrons comment, usage par usage, il serait possible de choisir d'autres indicateurs plus pertinents et souvent déjà disponibles.*

*Modifier chacun de ces usages constitue donc une démarche efficace pour faire évoluer nos modes de représentation et les outils de pilotage de nos sociétés. Cette démarche est pragmatique, elle peut permettre d'atteindre des résultats concrets en quelques années, bien plus rapidement que par la mise au point d'un nouvel ensemble statistique, par ailleurs nécessaire mais réclamant des décennies d'efforts.*

*The Shift Project souhaite contribuer à cette nouvelle dynamique. Dans un tome II, nous souhaitons présenter des alternatives aux usages du PIB construites et partagées avec l'ensemble des acteurs concernés.*

*Bonne lecture.*

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b> .....	3
<b>CHAPITRE I - LE PIB ET SA CONTROVERSE</b> .....	5
<b>A - La puissance du PIB</b> .....	6
1- Le PIB est ancré dans l'histoire.....	6
2- Le PIB fait l'objet d'une définition consensuelle reconnue mondialement.....	6
3- Le PIB concilie volume de production, de revenu et de demande.....	7
4- Le PIB est en phase avec l'approche économique classique et dominante.....	8
5- Le PIB rend compte du bonheur appréhendé par les économistes.....	9
6- La croissance du PIB, synonyme de progrès, est majoritairement jugée comme incontournable.....	10
7- Le PIB est un indicateur agrégé.....	10
<b>B - Les limites du PIB</b> .....	11
1- Le PIB est techniquement discutable au regard même de ce qu'il veut mesurer.....	11
2- Le PIB n'est pas porteur d'alertes essentielles, même de court terme.....	12
3- Le PIB est de moins en moins le reflet du bien-être.....	12
4- Le PIB ne prend pas en compte la rareté des ressources.....	15
5- Le PIB est porteur d'une volonté de croissance dont ni la dynamique exponentielle ni le risque d'effondrement ne sont perçus.....	16
<b>C - Les réflexions alternatives</b> .....	18
1- Une dynamique réelle et foisonnante.....	18
2- Illustrations des actions engagées.....	18
3- Illustration du foisonnement des dispositifs alternatifs.....	20
<b>D - Tableau synthétique</b> .....	22
<b>CHAPITRE II - LES USAGES DU PIB</b> .....	23
<b>A - Typologie des usages du PIB</b> .....	24
1- Présentation synthétique des usages du PIB.....	24
2- Les usages symboliques du PIB.....	24
3- Les usages opérationnels du PIB.....	25
4- Les usages politiques du PIB.....	27
<b>B - Intégration des usages du PIB dans le fonctionnement de nos sociétés</b> .....	29
1- Les acteurs concernés.....	29
2- Les textes porteurs d'un usage du PIB.....	31
<b>C - Première approche des alternatives à l'utilisation du PIB dans ses différents usages</b> .....	35
1- Alternatives aux usages symboliques.....	35
2- Alternatives aux usages opérationnels.....	36
3- Alternatives aux usages politiques.....	37
4- Conclusions sur les alternatives à l'usage du PIB.....	40
<b>CHAPITRE III - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b> .....	41
<b>A - Bien qu'inadapté au pilotage des pays riches le PIB y demeure l'indicateur phare</b> .....	42
1- Le PIB est essentiellement un indicateur d'équipement adapté aux pays en développement.....	42
2- Dans les pays pauvres l'urgence du pilotage porte sur l'éradication de la misère.....	42
3- Dans les pays riches l'essentiel relève de la maîtrise des risques financiers, du bien être et de la soutenabilité.....	42
4- L'habitude, les conventions, le manque d'investissement dans des alternatives, perpétuent l'utilisation du PIB.....	43
<b>B - L'approche par les usages permettrait une transformation rapide de nos modes de pilotage</b> .....	44
1- Modifier les usages du PIB constitue une façon efficace de remettre en cause son « hégémonie ».....	44
2- La rénovation des usages constitue un chantier enthousiasmant.....	44
3- Parallèlement l'analyse des informations portées par le PIB doit être développée.....	45
4- Des actions immédiates peuvent être engagées.....	45
<b>C - À long terme c'est l'ensemble de nos systèmes qui sont à revoir</b> .....	46
1- L'économie.....	46
2- Les statistiques.....	46
3- La comptabilité.....	47
4- Les systèmes démocratiques.....	47
5- Vers un nouveau PIB.....	47
<b>Épilogue</b> .....	49

Chapitre 1

# Le PIB et sa controverse

# A - La puissance du PIB

## 1- LE PIB EST ANCRÉ DANS L'HISTOIRE

La comptabilité nationale prend ses origines en 1665 avec le travail de William Petty qui a réalisé une première estimation du revenu national. Durant 250 ans, la représentation de l'économie s'est ensuite limitée à des estimations intermittentes du revenu national<sup>1</sup>.

La crise de 1929 marque un tournant majeur dans la demande de données économiques, les politiques s'étant retrouvés désarmés pour expliquer les raisons et l'ampleur de la crise et pour

éviter qu'elle ne se reproduise. En 1932, le Sénat américain demande au Département du Commerce de constituer une équipe pour rendre compte du revenu national durant cette période. Ainsi, en 1934 Simon Kuznets aboutit au premier calcul d'un PIB sommaire, sous la dénomination de « revenu national ».

La perte de revenu fut estimée à 40% sur la période 1929-1932<sup>2</sup>! Cette mesure a par la suite servi à évaluer l'effet du « New Deal » et à chiffrer la capacité de production que les pays pouvaient mobiliser dans la perspective d'une guerre imminente.

La période d'après-guerre voit surgir, à l'échelle mondiale, une nouvelle dynamique de productions statistiques et comptables. Ces travaux visent à planifier et piloter une production de masse dans un

effort de reconstruction tout en disposant de modes de calcul comparables au plan international. Cette nouvelle dynamique s'est créée sur un double élan keynésien (pour la mesure de l'impact des politiques publiques) et anti-malthusien (par une volonté d'expansion pacifique du « doux commerce »)<sup>3</sup>.

Enfin, une dernière révision majeure a lieu, en 1976 en France, lorsqu'il est décidé de considérer les services publics et les services domestiques « gratuits » comme des valeurs ajoutées, à la suite des recommandations onusiennes, puis européennes, pour des raisons de comparabilité<sup>4</sup>.

Le PIB est à présent l'agrégat principal issu des comptabilités nationales de la quasi totalité des pays.

“ En 1934 Simon Kuznets aboutit au premier calcul d'un PIB sommaire, sous la dénomination de « revenu national ». ”

4. Jean-Paul Piriou, La comptabilité nationale, 2007.

## 2- LE PIB FAIT L'OBJET D'UNE DÉFINITION CONSENSUELLE RECONNUE MONDIALEMENT

Les méthodes de calcul du PIB font l'objet de règles internationales dont l'élaboration est pilotée par l'ONU en impliquant des experts de différents pays. Ces règles de calcul sont décrites par l'ONU dans le « Système de Comptabilité Nationale » : SCN2008<sup>5</sup>, lui-même repris au niveau de l'Union européenne par le « Système Européen de Comptabilité Nationale » : SEC95<sup>6</sup>. Le PIB est donc théoriquement mesuré de façon comparable et transparente dans, et par, tous les pays du monde. Ceci nous permet de donner une description rapide du contenu du PIB :

Outre les productions marchandes, le PIB prend en compte :

→ **Les services publics** (État, Sécurité Sociale, collectivités territoriales), à leur coût de production.

→ Certaines **productions de services pour usage propre**<sup>7</sup> : le jardinage, le bricolage, les actifs incorporels comme les logiciels, les œuvres artistiques originales...

→ **L'économie légale mais souterraine** (non déclarée) comprenant le travail au noir sur des activités autorisées, les évasions et les fraudes fiscales ainsi que des « absences » de comptabilité.

→ **Le travail illégal** : bien que la SCN2008 et la SEC95 proposent que ces transactions soient intégrées (par exemple, la prostitution ou la production de drogues), ce n'est cependant pas le cas en France. Le critère retenu par l'ONU et l'Europe pour qu'une activité soit intégrée au PIB est que tous les acteurs y participent volontairement : le vol en est donc une activité illégale toujours exclue du PIB.

Mais le PIB exclut :

→ **Les services domestiques de type cuisine, ménage ou garde d'enfants.**  
→ Le troc et les autres **activités de lien social sans transaction financière.**  
→ **la dépréciation du capital fixe** (« usure »), en accord avec sa définition classique du PIB (considéré « brut »).

Toute forme de « services rendus par la nature ». Celle-ci n'étant pas identifiée comme **un agent économique** indépendant car, contrairement au capital physique et au travail, elle n'est pas considérée comme « rare » au sens économique du terme. Le tableau ci-après récapitule ces données (figure 1).

5. System of National Accounting 2008, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/SNA2008.pdf>

6. Système Européen de Comptabilité 1995, <http://circa.europa.eu/irc/dsis/nfaccount/info/data/ESA95/fr/efr00sum.htm>

7. Les services de logement comprennent non seulement les loyers effectivement payés par les locataires aux bailleurs, mais aussi les loyers imputés, c'est-à-dire ceux qu'on attribue fictivement aux propriétaires de logements qui les occupent eux-mêmes.

Figure 1

## CE QUE LE PIB COMPTE

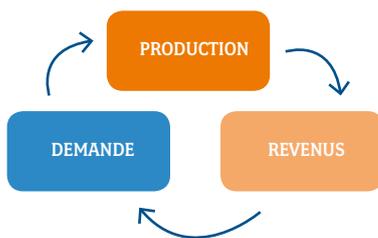
- Toute l'économie marchande,
- Le bilan de la balance commerciale,
- Les services publics (État, Sécurité Sociale, collectivités territoriales) aux coûts de production,
- Les loyers réels ou attribués aux occupants de logements (et autres imputations comme certains services bancaires),
- L'autoproduction de biens : bricolage, jardinage, chasse, pêche,
- La création d'actifs incorporels comme les logiciels, les œuvres artistiques...
- L'économie souterraine : travail au noir, fraude et évasion fiscales, « absences comptables ».

## CE QUE LE PIB NE COMPTE PAS

- La production pour usage propre de certains services : cuisine, ménage, garde d'enfants...
- Le travail bénévole, le troc,
- Le travail illégal (en France),
- La dépréciation de capital fixe (« usure »),
- Les liens sociaux, les temps de loisir,
- Les services rendus par la nature.

Source : [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat\\_annu/base\\_2000/documentation/methodologie/nb9.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_annu/base_2000/documentation/methodologie/nb9.pdf)

## 3- LE PIB CONCILIE VOLUME DE PRODUCTION, DE REVENU ET DE DEMANDE



L'activité économique peut traditionnellement être décrite à travers trois approches :

→ **L'approche « production »** par laquelle la « valeur ajoutée »<sup>8</sup> nationale (intérieure) est créée sous formes de biens et de services.

→ **L'approche « revenus »** qui analyse la façon dont cette valeur ajoutée est distribuée entre divers agents économiques.

→ **L'approche « demande »** qui répertorie la façon dont les agents économiques utilisent ces revenus.

Dans le cadre de la comptabilité nationale (et de ses tableaux croisés) le PIB donne **une égalité parfaite** de ces trois grandeurs : volume de production = volume de revenu = volume de la demande.

Cette capacité du PIB à concilier production, revenus et demande lui donne une force considérable : c'est une garantie d'exhaustivité (sur le périmètre choisi) et de bouclage de l'ensemble des données.

Selon l'approche choisie l'analyse du PIB permet ainsi de répondre à des questions fondamentales :

→ Comment se répartit la production ? (par exemple entre biens marchands et services publics ou entre biens matériels et produits de service...).

→ Comment se répartissent les revenus ? (par exemple entre rémunération du travail et rémunération du capital).

→ Comment se répartit la demande ? (par exemple entre consommation et investissement).

Voici un exemple, figure 2 ci-dessous, de décomposition simplifiée du PIB montrant une égalité parfaite des trois approches : production/revenus/demande.

8. Valeur de la production nationale moins les consommations intermédiaires qui ont été consommées pour aboutir à la production finale : c'est l'ajout annuel de valeur économique des biens et services marchands.

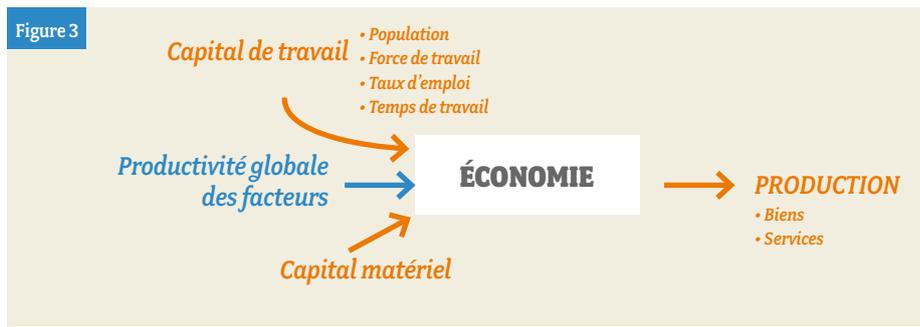
Figure 2

PRODUCTION		REVENUS		DEMANDE	
Production totale marchande	2359	Rémunération des salariés : salaires et traitements	614	Consommation finale	1278
Production totale pour emploi final propre	165	Rémunérations des salariés : cotisations sociales employeurs	223	Investissement (Formation brute de capital fixe)	300
Production totale non marchande	321	Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	549	Exportations	408
Consommations intermédiaires	-1410	Impôts sur la production et les importations	244	Importations	-391
Impôts sur les produits	179	Subventions d'exploitation	-35		
Subventions sur les produits	-19				
<b>PIB</b>	<b>1595</b>	<b>PIB</b>	<b>1595</b>	<b>PIB</b>	<b>1595</b>

Décomposition du PIB suivant les trois approches, pour l'année 2003, à prix courants en milliards d'€. Source : Inventaire des sources et méthodes pour le calcul du revenu national brut de la France, 2009, [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat\\_annu/base\\_2000/documentation/methodologie/nb9.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_annu/base_2000/documentation/methodologie/nb9.pdf)

## 4- LE PIB EST EN PHASE AVEC L'APPROCHE ÉCONOMIQUE CLASSIQUE ET DOMINANTE

Figure 3



→ Par la quantité de monnaie circulant dans l'économie considérée comme un facteur supplémentaire de développement économique.

Dans la vision néoclassique, « la monnaie n'est demandée que pour effectuer des échanges de biens et de services. Plus la quantité de biens et services échangés dans l'année (le PIB) est importante, plus les agents ont besoin de moyens de paiements pour effectuer les échanges. La quantité de monnaie en circulation (M) est donc proportionnelle à la valeur du PIB, c'est-à-dire au PIB en volume multiplié par le prix moyen des biens et services [P]. La proportion précise est déterminée par la vitesse de circulation de la monnaie V »<sup>11</sup>. Ainsi, monnaie et production vont de pair selon la formule, voir figure 6.

9. Le capital matériel permet d'« économiser » du capital travail par l'utilisation de machines et inversement.

10. Ceci signifie que, lorsque chaque facteur productif augmente en même temps par un facteur donné, la production globale augmente par le même facteur.

11. Jacques Généreux, Introduction à la politique économique, 1999.

Le modèle de production classique est celui de Solow-Swan dans lequel le travail et le capital matériel sont considérés comme rares et utilisés de façon productive pour créer des biens et des services, marchands et non marchands.

L'efficacité de la combinaison des deux flux d'entrée, travail et capital matériel, est appelée « productivité globale des facteurs ». Celle-ci n'est pas expliquée en termes physiques et est au mieux considérée comme la transcription du progrès technique et organisationnel (par l'augmentation de connaissance du capital humain et social) ou comme la résultante de paramètres exogènes au modèle (par exemple, l'ensoleillement annuel peut être un facteur de productivité agricole). Elle est aussi appelée « résidu de Solow » car correspondant à un paramètre constitutif de tout ce que la théorie n'arrive pas à expliquer par le calcul. Ce modèle peut donc se schématiser ainsi (voir figure 3).

En mesurant le volume de production le PIB rend déjà compte de la théorie classique puisqu'il donne la mesure de l'output. De plus différentes décompositions du PIB sont utilisées pour rendre compte du fonctionnement interne du modèle, à l'exemple de ces trois descriptions (figures 4, 5, 6) courantes ci-contre :

→ Par la productivité totale des facteurs

Dans le cadre de la fonction de production de Cobb-Douglas, le travail et le capital matériel sont substituables<sup>9</sup> et les rendements d'échelle sont constants<sup>10</sup>. On considère qu'ils sont associés de manière productive par le facteur exogène de productivité globale suivant la formule, voir figure 4.

→ Par la productivité du travail :

Le travail peut être considéré comme l'élément déclencheur de la production car c'est l'élément permettant d'utiliser le capital matériel de manière productive. Le PIB est alors représenté de la façon suivante, voir figure 5.

Figure 4  $PIB = \text{Productivité Globale} \times \text{Capital matériel}^\alpha \times \text{Travail}^{\alpha-1}$

Figure 5

$$PIB = \frac{PIB}{\text{heures de travail par an}} \times \frac{\text{heures de travail par an}}{\text{employés}} \times \frac{\text{employés}}{\text{population active}}$$

$$PIB = \frac{PIB}{\text{heures de travail par an}} \times \frac{\text{heures de travail par an}}{\text{population active}} \times \frac{\text{population active}}{\text{population}}$$

PIB = Productivité du travail x Temps de travail annuel x Taux d'emploi x Taux d'activité x Population

Figure 6  $PIB = M \times V/P$

→ « Il y a donc cette différence entre la morale et l'économie politique que la première n'appelle utiles que des objets qui satisfont à des besoins avoués à la raison, tandis que la seconde accorde ce nom à tous les objets que l'homme peut désirer... »

## 5- LE PIB REND COMPTE DU BONHEUR APPRÉHENDÉ PAR LES ÉCONOMISTES

Les économistes se sont de tout temps penchés sur la manière d'appréhender le bien-être (« la richesse des nations » comme le nommait Adam Smith<sup>12</sup>). Ainsi, ils ont tenté de répondre à trois questions simples et *a priori* éloignées des considérations comptables :

- Quel est le **paradigme** à prendre en compte pour rendre compte du **bonheur** : doit-on considérer l'action (le moyen), le résultat (la satisfaction) ou l'état (la joie) ?
- Qui est **légitime** pour juger de ce qu'est le bonheur : un arbitre (potentiellement une « dictature bienveillante »<sup>13</sup>), chaque individu ou le dialogue démocratique ?
- Qu'est-ce qui « vaut la peine » d'être compté par les prix de marché ? Quelle est l'essence de la **valeur économique** révélée par ces prix de marché ?

De cette triple-question est née la notion d'**utilité** que Auguste Walras décrit en 1831 :

« Il y a donc cette différence entre la morale et l'économie politique que la première n'appelle utiles que des objets qui satisfont à des besoins avoués à la raison, tandis que la seconde accorde ce nom à tous les objets que l'homme peut désirer, soit dans l'intérêt de sa conservation, soit par l'effet de ses passions et de ses caprices. »<sup>14</sup>

Par la définition de l'utilité, l'économie réussit le tour de force de s'affranchir des autres sciences sociales, notamment de la morale, pour devenir une science sociale indépendante. L'utilité définit ce qui a de la valeur en économie et répond ainsi à chacune des questions précédentes :

- Le bonheur est, dans l'optique utilitariste, la **satisfaction des désirs** ; qu'un désir soit nécessaire (besoin) ou non, moral ou non est indifférent, seul compte le choix de renoncer à d'autres activités pour satisfaire cette préférence<sup>15</sup>.
- Le bonheur est défini par les **choix individuels** : que ces choix individuels

soient considérés comme moraux, au sens collectif du terme, importe peu tant qu'ils satisfont aux désirs d'un seul, dans l'appréciation large de son choix.

- Pour modéliser la valeur « utilité », les économistes considèrent une « **société de marché** » où tous les **acteurs ont un rapport marchand au monde** : ils ne peuvent trouver leur bonheur que par les biens et services du marché. Ils sont **rationnels** dans le sens où ils évaluent la valeur des productions sans rapport mimétique ou social au monde. Ce marché est donc considéré **sans échange ni monnaie** : la transaction est imaginée comme une enchère auprès d'un commissaire-priseur<sup>16</sup>. Ainsi, les prix ne font que révéler les valeurs que l'ensemble de la population attribue à chaque production, comparativement aux autres.

Le PIB, qui enregistre tous les choix individuels de consommation, **répond à cette définition walrassienne d'utilité**. Le PIB répond donc à une vision particulière du bonheur.

La question essentielle à laquelle les économistes ont ensuite essayé de répondre est donc celle de l'efficacité du marché des biens et services : comment faire en sorte que ces millions de décisions individuelles puissent se coordonner efficacement pour aboutir à un **optimum social** permettant le plein emploi et le partage des revenus ?

Une proposition, d'abord imaginée par Adam Smith sous le terme de « main invisible »<sup>17</sup>, s'est concrétisée avec Walras par l'idée libérale de la « **loi de l'offre et de la demande totale** ». Les théoriciens de l'économie du bien-être (« welfare economics ») ont donc imaginé certaines conditions très particulières selon lesquelles la somme des actions individuelles pourrait aboutir, de manière mécanique<sup>18</sup>, à

un **bien-être social**. Parmi ces conditions, on trouve<sup>19</sup> :

- Une **marchandisation parfaite de la société**, où tous les biens et services sont comparables par leur prix ;
- Une **information parfaite** des acteurs sur la valeur que les autres acteurs posent sur chaque production et sur l'évolution future de la situation économique de chacun ;
- Une **concurrence parfaite**, où il n'existerait pas de « price-makers », y compris l'État.

Alors, tous les marchés seraient à l'équilibre et tous les prix reflèteraient les utilités, dans un mouvement complexe et dynamique.

Mais, déjà en 1785, Condorcet expliquait qu'il n'existe pas de manière d'agrèger les préférences individuelles en préférence sociale<sup>20</sup>. Cette assertion a été ensuite démontrée « mathématiquement » par Kenneth Arrow en 1951, sous réserve d'hypothèses<sup>21</sup>. Ainsi, même dans la théorie néoclassique, le PIB ne peut au mieux que représenter la somme des utilités individuelles, mais pas l'utilité collective.

Dans ce cas, la somme des optimaux locaux peut être différente de l'optimal global : des situations de « smart for one, stupid for all » existent. Les idées keynésiennes dénonçant un **marché toujours imparfait** et donc un déséquilibre

“ Le PIB, qui enregistre tous les choix individuels de consommation, répond à une vision particulière du bonheur. ”

12. Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776

13. Hans Jonas, *Le Principe de responsabilité*, 1979

14. A. Walras, *De la nature de la valeur*, 1832 ; cité par D. Méda, *Qu'est-ce que la richesse*, 1999.

15. *Ce qui compte, c'est donc la comparaison des utilités marginales. Ce désir est cependant contraint par deux composantes : la rentabilité du producteur (donc les coûts de production) et le budget des consommateurs (donc leurs revenus).*

16. André Orléan, *L'Empire de la Valeur*, 2011.

17. Adam Smith, *ibid.*

18. Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance*, 1971.

19. André Orléan, *ibid.*

20. Nicolas de Condorcet, *Essai sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix*, 1795.

21. K.J. Arrow, *Social Choice and Individual Values*, 1951.

permanent du marché ont légitimé les **interventions étatiques pour régler ces inefficacités du marché et gérer les redistributions monétaires** de manière équitable. Le PIB rend donc compte de ces dépenses gouvernementales comme étant une extension de la somme des utilités individuelles : une « **utilité démocratique** » en quelque sorte. En consolidant les productions marchandes

“ **Le PIB agrège nos choix individuels et collectifs représentant nos desirs et leur niveau de satisfaction.** ”

et les services publics le PIB agrège nos choix individuels et collectifs représentant nos desirs et leur niveau de satisfaction. Le PIB peut être considéré ainsi comme une « évaluation du bonheur ».

Notons que si les économistes ont tenté d'approcher la notion de bonheur ou de bien être, les comptes nationaux ont toujours exprimé de grandes réserves à une utilisation extensive du PIB.

## 6- LA CROISSANCE DU PIB, SYNONYME DE PROGRÈS, EST MAJORITAIREMENT JUGÉE COMME INCONTOURNABLE

L'idée de progrès a été développée par les philosophes des Lumières car, si jusqu'alors les populations ne connaissaient pas d'améliorations « visibles » de leur environnement à l'échelle d'une vie humaine, le progrès technique a permis une amélioration rapide de leurs conditions de vie matérielles et de leur ressenti. Mais tandis que les Lumières considéraient le progrès dans un sens large de développement intellectuel et matériel, c'est **la croissance économique** qui a permis de donner **une direction fléchée à l'humanité**<sup>22</sup>.

22. Peter Victor, *Managing without growth: slower by design, not disaster*, 2008.

23. François Fourquet, *Les comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du plan*, 1980.

“ **De nos jours la croissance du PIB semble moins vue comme une source de progrès que comme un impératif vital.** ”

Ainsi c'est dans un refus de malthusianisme, de protectionnisme et de stagnation que la comptabilité a été mise en place après-guerre. Le progrès fut alors assimilé à l'expansion, à l'ouverture, au dynamisme, à l'accumulation, considérés comme « une source d'enthousiasme et d'espoir »<sup>23</sup>.

En particulier, l'accumulation matérielle et l'augmentation du niveau de vie (défini par le PIB/habitant) a permis de rendre compte de différents déterminants du développement : les besoins matériels de logement, de nourriture, de confort, l'accès aux services publics. Un amalgame est ainsi fait entre la croissance économique et le développement.

L'activité économique elle-même, indépendante de ce qu'elle produit, est considérée comme source de progrès car génératrice de lien social, de confiance et de pacification des affects : Montesquieu parle ainsi

de « doux commerce » pour tenir compte du consentement et du caractère pacifique de l'acte social de l'échange.

La croissance du PIB a donc d'abord été vue et saluée comme une augmentation des niveaux de vie et comme une pacification de la société. De nos jours la croissance du PIB semble moins vue comme une source de progrès que comme un impératif vital : sans croissance, les acteurs privés comme les acteurs publics semblent condamnés à la faillite, leur niveau d'endettement comme l'attente des actionnaires obligent à une forme de « fuite en avant » continue.

Dans ce contexte, comme le rappelait encore tout récemment Dennis Meadows à l'occasion de la publication de son livre en version française « Les limites à la croissance », parler de décroissance est encore totalement inaudible de nos jours.

## 7- LE PIB EST UN INDICATEUR AGRÉGÉ

Une force supplémentaire du PIB est d'être constitué de données homogènes (des masses financières) agrégées dans un indicateur unique. Une seule donnée

pour rendre compte de l'ensemble de la valeur ajoutée produite, tout domaine et tout type d'activité confondus ! Cela ne

peut qu'inciter à des usages fréquents et diversifiés.

# B - Les limites du PIB

## 1- LE PIB EST TECHNIQUEMENT DISCUTABLE AU REGARD MÊME DE CE QU'IL VEUT MESURER

Sans remettre en cause les objectifs et la nature du PIB plusieurs critiques techniques sont à noter.

### Le périmètre d'activité pris en compte est arbitraire

La comptabilité nationale opère notamment un tri arbitraire dans les productions des ménages pour compte propre. Ainsi les activités de bricolage ou de jardinage sont valorisées dans le PIB. En revanche les activités de garde d'enfants, de ménage ou de cuisine ne sont pas prises en compte. On peut dénoncer dans ces choix une vision sexiste du PIB et de ses concepteurs. Cependant la remise en cause de tels choix aurait des impacts majeurs sur les données du PIB. Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi<sup>24</sup> estime que la prise en compte de l'ensemble des activités des ménages donnerait lieu à une majoration du PIB de près de 35%.

Notons aussi que le PIB n'intègre pas en France les activités illégales qui malgré tout correspondent à une forme de production et d'enrichissement.

### Les retraitements statistiques sont nombreux

Les comptables publics réalisent la synthèse de données très diverses (documents comptables et fiscaux principalement, mais aussi statistiques et enquêtes *ad-hoc*), ce qui pose des questions de fiabilité et d'agrégation. À ce titre il faut distinguer deux types de publications répondant à des modes différents d'élaboration des données :

- les comptes trimestriels qui proviennent majoritairement d'enquêtes de conjoncture et de mesures sur des panels représentatifs de l'activité,
- les comptes annuels qui sont issus en majeure partie de mesures directes de l'activité.

Il est à noter que les « premiers résultats » sont d'autant plus difficiles à fiabiliser que les comptables nationaux ont, contrairement aux statisticiens, l'obligation de fournir ces comptes à temps, même si la qualité des estimations qu'ils ont faites leur semble médiocre<sup>25</sup>.

Ainsi la valeur « définitive » du PIB n'est connue que deux ans et demi après la fin de l'année considérée infirmant parfois fortement les premiers chiffres publiés comme le montre le tableau suivant.

**Il n'est pas rare de voir des écarts de l'ordre de 0,5% à 1% entre la valeur du PIB annoncée en « premiers résultats » et sa valeur « définitive ».**

	Premiers résultats	Résultats définitifs <sup>26</sup>	Écart
2000	3,19%	3,92%	+0,73%
2001	2,03%	1,78%	-0,25%
2002	1,16%	1,1%	-0,06%
2003	0,17%	1,13%	-0,96%
2004	2,32%	2,22%	-0,1%
2005	1,39%	1,98%	+0,59%

Source : <http://www.senat.fr/eco/ec-02/ec-020.html>  
 Comparaison des « premiers résultats » fournis par l'INSEE 2 mois ½ après la fin du terme aux « résultats définitifs » fournis 2 ans ½ après la fin du terme.

### Les comparaisons de PIB dans le temps et dans l'espace donnent lieu à des retraitements discutables

Pour comparer deux PIB dans le temps il est nécessaire de prendre en compte des biens et services comparables, c'est-à-dire des valeurs ajoutées qui sont considérées à coût **de la vie constant et à qualité équivalente** (en termes de variétés, de gammes, d'usages...). Les comptables nationaux considèrent cette valeur ajoutée comme une valeur ajoutée « **en volume** ».

Les ajustements réalisés pour obtenir des PIB en volume donnent lieu à des corrections complexes et source d'approximation. Comment évaluer par exemple la part d'innovation, d'usage ajouté, dans le prix d'un nouveau téléphone portable ? En 1996 le rapport Boskin a estimé que la production des États-Unis a été sous-estimée d'1,1% par an à travers une surestimation équivalente de l'inflation. De façon plus précise Michel Volle s'appuie sur la théorie des indices pour montrer que les mesures de croissance de consommation sont approximatives et surestimées<sup>26</sup>.

Pour comparer deux PIB dans l'espace, c'est-à-dire entre des pays qui n'ont pas les mêmes organisations, climats, modes de vie... il est alors nécessaire de raisonner à capacité de consommation équivalente. Deux produits sont considérés comme comparables s'ils procurent un service équivalent à l'acheteur, en termes d'**utilité**. On parle alors de PIB à « **parité de pouvoir d'achat** ». Là encore les comparaisons en pouvoir d'achat sont source d'approximations importantes.

24. « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », 2009, [http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport\\_francais.pdf](http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf)

25. Jean-Paul Piriou, 2007, *ibid.*

26. <http://www.volle.com/travaux/indices2.htm>

“ Les activités traditionnellement « masculines » (bricolage, jardinage) sont prises en compte alors que les activités traditionnellement « féminines » (garde d'enfants, ménage, cuisine) sont délaissées. ”

→ le PIB ne fournit aucune alerte de nature financière...

→ ... aucune alerte de nature sociale...

→ ... pas non plus d'alerte de nature sanitaire ou industrielle...

→ ... le PIB ne comporte pas non plus d'alerte politique

### L'interprétation fréquente du PIB comme indicateur de richesse est discutable

Le PIB traduit la richesse produite sur une année, en revanche il ne dit rien sur la richesse cumulée notamment par les ménages. Le PIB ne dit rien sur le « stock » de richesse. Le PIB « détruit » même la

notion de propriétaire puisque ceux-ci sont considérés techniquement comme leur propre locataire. Ainsi les services de logement comprennent non seulement les loyers effectivement payés par les locataires aux bailleurs, mais aussi les loyers imputés, c'est-à-dire ceux qu'on attribue fictivement aux propriétaires de logements

qui les occupent eux-mêmes. Ainsi le fait qu'un pays soit majoritairement composé d'habitants propriétaires ou d'habitants locataires n'a aucun impact sur son PIB, en revanche cela est bien évidemment fondamentalement différent du point de vue de la « richesse » de ses habitants.

27. *Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising*, 2011, OCDE, <http://www.oecd.org/dataoecd/40/12/49499779.pdf>

28. *Growing Unequal? Income Distribution and Poverty in OECD Countries*, 2008, OCDE, [http://www.oecd.org/document/4/0,3343,en\\_2649\\_33933\\_41460917\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/4/0,3343,en_2649_33933_41460917_1_1_1_1,00.html)

29. « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », 2009, [http://www.stiglitz-senfitoussi.fr/documents/rapport\\_francais.pdf](http://www.stiglitz-senfitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf)

## 2- LE PIB N'EST PAS PORTEUR D'ALERTE ESSENTIELLES, MÊME DE COURT TERME

En se référant aux dernières crises du monde occidental, notons que le PIB ne fournit **aucune alerte de nature financière**. En effet le PIB enregistre positivement les bulles financières ou les déficits publics sans en présenter les dangers. Ce fut le cas lors de la bulle internet de 2001, lors de la bulle immobilière américaine de 2007 ou en Europe face à l'augmentation continue de la dette publique. Dans ces différentes situations non seulement le PIB n'a été porteur d'aucune alerte mais il a contribué à faire croire à la bonne santé de l'économie en faisant état, chiffres à l'appui, d'un bon niveau de croissance.

Le PIB ne comporte aussi **aucune alerte de nature sociale**. En effet le PIB rend compte d'un volume global de revenu mais pas de sa répartition. Or la perception de cette répartition, entre revenu du capital et revenu du travail, ou entre différentes catégories de population, est essentielle à la cohésion sociale. En 2011, l'OCDE

a montré que les inégalités de revenus augmentent dans quasiment tous les pays de l'OCDE<sup>27</sup>, faisant écho à son rapport de 2008 intitulé « Growing unequal ? »<sup>28</sup>, et a alerté sur les risques d'une telle situation. Notons aussi que le PIB ne signale pas la part de revenu qui est transférée vers des pays étrangers. En Irlande notamment, dans les années 2000, 25% des revenus ont été rapatriés par des investisseurs étrangers<sup>29</sup>.

Le PIB ne comporte **pas non plus d'alerte de nature sanitaire ou industrielle**. Aucun élément ne permet d'alerter sur des modes de production mettant en danger les salariés, les consommateurs ou l'environnement (comme par exemple lors de l'accident de l'usine d'aluminium d'Ajka en Hongrie ayant entraîné le décès de dix personnes et une pollution majeure des sols et des eaux). Au contraire même, si une crise sanitaire ou industrielle se produit le PIB peut augmenter à travers les dépenses

mises en œuvre pour la réparation des sinistres.

Dans un registre différent et plus centré sur le court terme notons aussi que le PIB ne comporte pas d'alerte politique. Si, comme nous le verrons, tous les gouvernements déclarent agir pour une croissance du PIB celle-ci n'est pas un gage de réélection. En France certains premiers ministres ont connu des défaites politiques extrêmement sévères malgré des résultats satisfaisants en termes de croissance. (Ce fut le cas de Lionel Jospin, battu aux présidentielles de 2002 malgré une croissance de 3% sur 5 ans).

Les risques décrits ci-dessus sont des risques du présent ou de court terme, nous verrons aussi au chapitre 3 en quoi le PIB nous rend aussi aveugles à des risques de long terme.

## 3- LE PIB EST DE MOINS EN MOINS LE REFLET DU BIEN-ÊTRE

Les comptables nationaux ont toujours mis en garde contre une confusion entre le PIB et la mesure du bien être, ou pire du bonheur. Cependant cette confusion semble courante tant nos dirigeants politiques, normalement en charge de la paix et du bien être de leurs concitoyens, affichent systématiquement

comme objectif essentiel la croissance du PIB. Cependant, comme cela est démontré à travers de multiples travaux, il existe une décorrélation forte dans les pays développés entre croissance du PIB et augmentation du sentiment de bien être pour au moins les trois raisons suivantes :

### Le PIB rend compte d'un volume global de consommation de moins en moins corrélé au bien être

D'une part la consommation de services publics est uniquement appréciée en volume, c'est-à-dire aux coûts de production de ces services, indépendamment de leur

## Si le PIB mesure un volume de service public il ne dit donc rien de la qualité réelle ou perçue de ce service alors que celle-ci est de plus en plus un déterminant essentiel du bien être.

efficacité et de leur qualité. Ainsi une heure d'enseignement vaut une heure d'enseignement quelle que soit la qualité de l'enseignant, une heure de soin ne prend en compte ni la qualité du soin ni le temps passé en attente, une heure de juge ne dit pas après combien de mois ou d'année la justice a été rendue, une heure de policier ne dit rien sur la nature ou l'efficacité de son action...

Si le PIB mesure un volume de service public il ne dit donc rien de la qualité réelle ou perçue de ce service alors que celle-ci est de plus en plus un déterminant essentiel du bien être. (Remarque : on suppose ici que la qualité des services publics n'est pas directement liée aux moyens qui leur sont affectés).

De même de nombreuses dépenses enregistrées dans la sphère marchande sont des dépenses sans lien direct avec l'amélioration du bien être. Cela correspond à l'approche « amoral » de l'économie qui « n'évalue pas » les transactions conformément à la vision walrassienne de l'utilité décrite au chapitre précédent.

Pourtant toutes les dépenses ne concourent pas à la satisfaction des citoyens. C'est particulièrement le cas des dépenses dites contraintes comme par exemple des dépenses liées à l'augmentation des temps de transport due à l'étalement urbain, des dépenses de sécurisation (barrières, digicodes, caméras...), de l'augmentation des primes d'assurance liée à une judiciarisation de la société (cas des professions médicales ou de la construction) ou encore de l'augmentation des loyers au delà de l'inflation.

On trouve aussi quantité d'exemples et de « phrases-chocs » pour dénoncer l'absurdité possible d'une croissance du PIB :  
→ « Si on paie une personne à creuser un trou et une autre à le reboucher, le PIB augmente ».

- « Si une marée noire se produit, les coûts de nettoyage font grimper le PIB ».
- « Si on construit des objets ou des immeubles peu solides, le PIB augmentera d'autant plus qu'il faudra réparer ces malfaçons ou reconstruire »...

Si tout ce que compte le PIB ne concoure pas au bien être, des activités essentielles qui y concourent ne sont pas comptabilisées. Il s'agit par exemple de toutes les activités permettant de développer des solidarités et du lien social : le travail bénévole notamment au service des autres, le troc, les dons, certaines activités exercées illégalement (dépannage), les activités de loisir... Il s'agit aussi du bénéfice de « biens communs » essentiels et non pris en compte dans le PIB comme la qualité de l'air, la qualité des espaces publics, le sentiment de sécurité...

- Dans ce contexte certains universitaires ont essayé d'avoir une mesure plus précise des activités concourant au bien être. Ainsi en 1973, William Nordhaus et James Tobin proposent, dans leur article intitulé « Is growth obsolete ? »<sup>30</sup> un PIB « ajusté » qui :
- Prend en compte négativement les dégradations de capital naturel et matériel.
  - Considère les dépenses « regrettables » comme des dépenses intermédiaires qui n'ont pas d'utilité finale, sauf le maintien des activités utiles : elles sont donc retranchées.
  - Prend en compte les activités productives domestiques, illégales, souterraines et les loisirs qu'ils considèrent donc comme utiles.

Ce premier indicateur, qui donnera lieu par la suite à de nombreux autres, était destiné à montrer que la croissance du PIB pouvait s'accompagner de coûts, et

que ces coûts n'étaient pas du tout négligeables et pouvaient même surpasser les bénéfices : nous serions déjà en croissance non rentable (« uneconomic growth »<sup>31</sup>) de la richesse considérée de façon plus « morale » (Figure 7).

### Même le volume de consommation « choisie » est lui-même progressivement décorrélé du sentiment de bien être

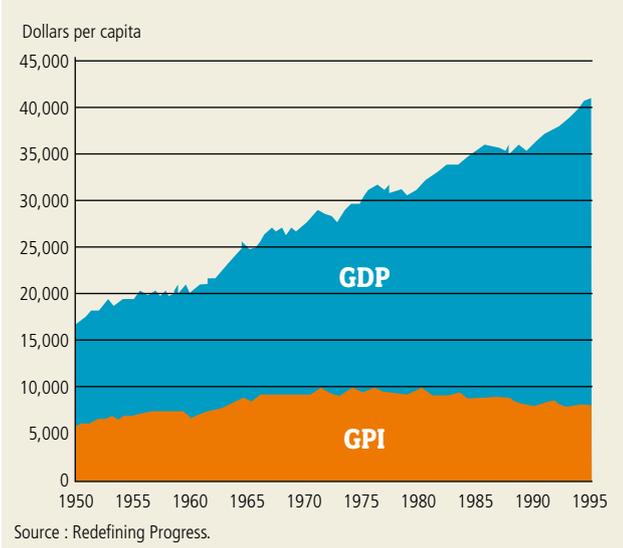
Pour qu'un volume de consommation rende réellement compte d'un niveau de satisfaction il faut au moins deux conditions :

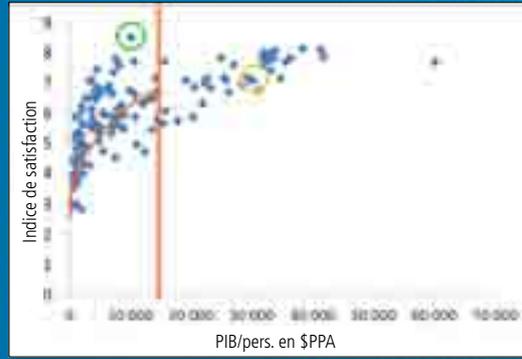
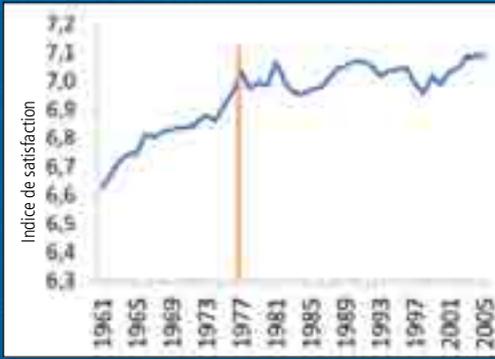
**Tout d'abord les marchés doivent être parfaits.** Dans ce cas en effet, au regard de l'économie classique, les consommations, dont les valeurs ajoutées sont cumulées dans le PIB, représentent un optimum puisqu'elles sont le reflet des choix individuels des acteurs économiques qui sont censés optimiser leurs « utilités ».

30. William D. Nordhaus and James Tobin, *Is Growth obsolete?*, National Bureau of Economic Research, 1972.

31. Herman Daly and Joshua Farley, *Ecological Economics – Principle and Applications*, 2011.

Figure 7 PIB et Indicateur de Progrès Véritable (Genuine Progress Indicator) aux États-Unis





Figures 8 et 9 Évolution temporelle (pour la moyenne pondérée de l'OCDE) et répartition spatiale de l'indice de satisfaction de vie (pour 177 pays du monde). En orange : la France, en vert : le Costa-Rica. D'après le Happy Planet Index, sur la base du Gallup Survey et du World Value Survey (<http://www.happyplanetindex.org/public-data/files/happy-planet-index-2-0.pdf>)

Or dans la réalité les marchés présentent de nombreux « **market failures** » qui distordent les capacités d'arbitrage<sup>32</sup> :

- Le marché ne recouvre pas tous les biens et services : nous ne vivons pas dans une « société de marché » (K. Polanyi).
- L'information n'est pas complète, aussi bien sur le présent que sur les risques futurs (publicité favorable au producteur, marché des risques incertain ou opaque...).
- Les marchés ne sont pas parfaitement concurrentiels : il existe des « price-maker » (cartels, brevets, monopoles...).

(Remarque : la théorie du « second best » explique que si la différence entre deux prix marginaux n'était pas vérifiée, alors aucun prix n'était vérifié. En d'autres termes, l'imperfection du marché fait que tous les prix sont faux. Au final, le choix d'une production plutôt qu'une autre n'est jamais bien mesuré par les prix marginaux relatifs. Ainsi, même dans la théorie économique, les prix relatifs ne sont jamais les reflets de leurs utilités relatives<sup>33</sup>.)

**Ensuite l'acte de consommer doit permettre d'atteindre une forme de plénitude.**

Le besoin de consommation, qui dans un premier temps consiste à pouvoir satisfaire des besoins vitaux, se transforme progressivement en un besoin insatiable. En effet le processus de consommation entraîne nombre de frustrations qui s'accroissent lorsque les choix se multiplient : plus on a de choix, plus on va avoir tendance à<sup>34</sup> :

- Anticiper la satisfaction ou le regret de ce choix.

- Comparer ce choix à d'autres choix qui auront certaines caractéristiques meilleures, et se considérer possiblement comme responsable de ce mauvais choix.
- Attendre du produit ou service qu'on achète une satisfaction supérieure aux précédents produits ou services achetés.

Cette situation de frustrations répétées amène une dépendance de chacun envers la consommation sans développer un véritable sentiment de bien être supplémentaire.

**La « limite de futilité » entre croissance du PIB et « satisfaction dans la vie » a été mise en évidence par Easterlin**

Les biais présentés aux points précédents sont une tentative d'explication quant à l'observation d'une décorrélation entre les déterminants ou les ressentis du bien-être collectif et la croissance du PIB. En particulier, on observe une nette décorrélation, temporelle et spatiale, entre le PIB par habitant moyen et la satisfaction moyenne des populations de l'OCDE. D'autres décorrélations sont exposées par Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice<sup>35</sup>.

Pour mesurer la satisfaction, des enquêtes sont réalisées sur la base de la question : « Toutes choses considérées, êtes-vous satisfait de votre vie dans l'ensemble ces jours-ci ? » (Note comprise entre 0 et 10).

Si on observe l'évolution historique de la satisfaction de vie moyenne (pondérée des populations) dans l'OCDE, on observe que celle-ci est en stagnation depuis la fin des années 70. Cet effet s'appelle la **limite de futilité** : au-dessus d'un certain niveau moyen de revenus, on n'observe pas d'augmentation marginale du sentiment de satisfaction moyen<sup>36</sup>.

Si on considère la distribution des pays en fonction de leur revenu moyen et de leur satisfaction, on observe que plus un pays est riche et plus ses habitants vont avoir tendance à se déclarer plus satisfaits en moyenne. Cependant, cette conclusion n'est plus valable après un seuil de 15.000\$PPA/hab environ. Tandis qu'un Français déclare une satisfaction moyenne de 7.1, les habitants du Costa-Rica se donnent une note de 8.5 alors qu'ils ont un revenu moyen 3 fois inférieur. La Corée du Sud a multiplié son PIB/hab par 14 entre 1961 et 2005 alors que la satisfaction moyenne de ses habitants n'est passée que de 5.1 à 6.0.

Cet effet s'appelle le **paradoxe d'Easterlin** : en comparaisons internationales, le niveau moyen de satisfaction ne varie pas beaucoup avec le revenu national par personne pour les pays ayant un revenu suffisant<sup>37</sup>. (Figures 8 et 9 : sur le schéma de droite la France est en orange et le Costa Rica est en vert).

Ainsi Richard A. Easterlin expliquait en 1974 qu'à l'intérieur d'un pays, c'est la distribution des revenus qui compte : la mesure des **inégalités est plus importante** que la mesure du **revenu moyen** en valeur absolue. En d'autres termes, la situation de chacun par rapport aux autres est plus importante que sa situation en valeur absolue.

De plus, Peter Victor rappelle que le **statut social**, c'est-à-dire la comparaison de sa consommation aux autres, ou sa consommation « positionnelle », est un **jeu à somme nulle** : ce qu'une personne gagne en statut est toujours au détriment d'un autre<sup>38</sup>. En d'autres termes, l'escalade des attentes de statut social n'est pas souhaitable pour l'ensemble de la société.

“ **L'acte de consommer doit permettre d'atteindre une forme de plénitude.** ”



On peut considérer que le PIB correspond seulement à la «fiche de paie de l'humanité».

la croissance, la prospérité, la qualité de vie – vers le progrès économique et social durable dans l'économie sociale de marché

#### 4- LE PIB NE PREND PAS EN COMPTE LA RARETÉ DES RESSOURCES

##### Le PIB est le reflet d'une modélisation de l'économie qui considère les ressources naturelles comme infinies

Comme nous l'avons vu au chapitre I-A/4 le PIB rend compte d'une production qui s'appuie sur deux facteurs considérés comme exogènes, le travail et le capital matériel, combinés par un facteur de Productivité Globale des Facteurs.

L'explication traditionnelle de la Productivité Globale des Facteurs renvoie à des concepts non physiques tels que la productivité, l'organisation ou encore l'innovation (tout domaine où la révolution des systèmes d'information joue un rôle essentiel). Pourtant Malthus expliquait déjà en 1798 que le facteur de la « terre » devait être considéré comme un facteur déterminant de production. Sa position n'a cependant pas été prise en compte par les théories classiques puis néoclassiques qui ont favorisé une expansion jugée enthousiasmante.

De leur côté, Ayres et Warr<sup>39</sup> expliquent que **l'énergie utile**, c'est-à-dire l'énergie disponible pour le consommateur final (le chauffage, l'électricité, la motricité...) pourrait remplir les **conditions explicatives de la productivité globale**. En effet, l'énergie constitue un substitut au travail humain dans le sens où l'utilisation de ressources énergétiques permet de libérer du temps de travail qui va pouvoir être réalloué à d'autres types de travaux<sup>40</sup>. Ainsi, c'est la quantité croissante de volume d'énergie finale qui a permis de développer les services, l'étalement urbain et la réduction du temps de travail<sup>41</sup>.

De plus, la théorie économique considère le **capital matériel** comme un facteur productif alors qu'il correspond physiquement à **du travail et des ressources naturelles passées**<sup>42</sup>. Le capital matériel est donc une boucle de rétroaction du système

productif. La pollution, les dégradations des ressources naturelles et les atteintes de ces pollutions sur les hommes forment aussi une rétroaction de ce système physique, de façon négative cependant.

Pour permettre une production, il faut donc :

- Que les ressources naturelles extraites ou recyclées soient en quantité physique suffisante pour compenser les dégradations du capital matériel et de la consommation.
- Que l'énergie finale soit disponible en volume suffisant.
- Que les apports de travail compensent les pollutions qui affectent la santé

On peut donc représenter les leviers de la croissance du PIB, dans le schéma ci-dessous (figure 10). Cette nouvelle modélisation permet de dégager un nouveau levier de croissance endogène physique : l'efficacité énergétique. Comme le fait remarquer Jean-Marc Jancovici, l'énergie fossile est à présent la source majeure d'apport énergétique (à 80%) et elle correspond à une densité énergétique de l'ordre de 200 à 1000 fois supérieure à l'énergie musculaire humaine (comparaison de l'énergie produite par 1 euro de pétrole ou de charbon et par 1 euro de travail humain).

Ce schéma est plus respectueux de la réalité, il est surtout plus à même de nous permettre de comprendre pourquoi certaines crises sont inévitables dans un monde où

la quantité d'énergie facilement accessible est en diminution.

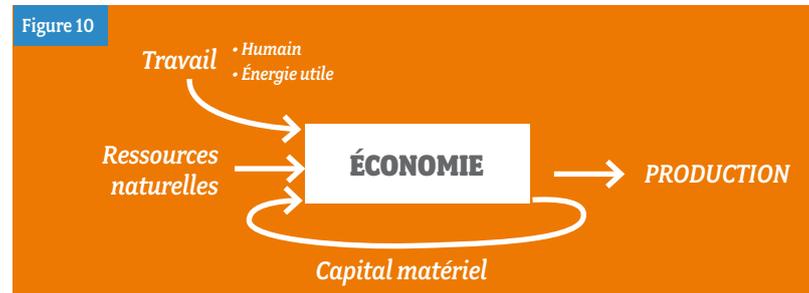
##### Le PIB ne valorise pas les services de la nature ni les dégradations qu'elle subit

Les services de la nature sont nombreux et de différents types. Ils correspondent à des services de production (de minerais, de ressources énergétiques, de nourriture) de process (polénisation, dépollution, élimination), de régulation (des espèces, des sols, de la qualité de l'air, de la température), d'innovation (production de molécules, de bactéries, « d'ingéniosité »...), de bien être (qualité visuelle, loisirs, détente), etc.

Les dégradations que subit la nature sont aussi diverses : concentration de gaz à effet de serre entraînant un réchauffement climatique, acidification des océans, destruction de la biodiversité, destruction des stocks de ressources, diminution des terres non artificialisées, pollution des sols, de l'air et des eaux...

Ni les services, ni les dégradations de la nature ne sont valorisés dans le PIB. Tout service ou objet manufacturé est finalement vendu à un prix qui ne rémunère que le travail nécessaire à sa confection : nul ne paie les services de la nature qui nous fournissent les matériaux et l'énergie nécessaires. On peut donc considérer que le PIB correspond seulement à la « fiche de paie de l'humanité »<sup>43</sup>.

Figure 10



39. Robert U. Ayres et Benjamin Warr, *The Economic growth engine*, 2009.

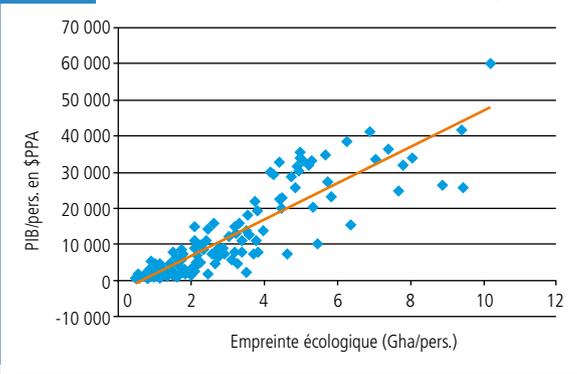
40. Robert U. Ayres et Benjamin Warr, *ibid.*

41. Jean-Marc Jancovici, *Changer le monde, tout un programme !*, 2011.

42. Jean-Marc Jancovici, *ibid.*

43. Jean-Marc Jancovici, Alain Grandjean, *C'est maintenant ! 3 ans pour sauver le monde*, 2009.

Figure 11 PIB par habitant en fonction de l’empreinte écologique



Cette non-valorisation nous rend totalement aveugles quant aux risques d’effondrement de notre modèle de développement. Certains travaux ont essayé de rendre compte d’une confrontation inévitable entre celui-ci et la finitude des ressources naturelles.

L’indicateur synthétique de l’empreinte écologique, bien que critiquable<sup>44</sup>, tente en effet de résumer l’impact de notre développement sur la nature en un nombre d’« hectares équivalent nature ». Il conclue à une corrélation nette entre cet indice d’empreinte écologique par habitant et le PIB par habitant. L’expression « plus on produit, plus on pollue » est donc ici vérifiée (figure 11 ci-dessus).

On aurait pu croire en effet que le développement d’une économie tertiaire est économe en énergie. Il n’en est rien : la dématérialisation et la tertiarisation, loin de constituer un modèle de développement plus économe en services naturels, constitue au contraire l’aboutissement de

sociétés ayant un impact environnemental important, s’appuyant sur des secteurs agricoles et industriels très gourmands en énergie et en ressources<sup>45</sup>. Ce phénomène est compréhensible aux yeux de la modélisation précédente : toute économie d’énergie ou de matière entraîne dans son sillage une production supplémentaire grâce aux ressources dégagées. Ces effets, appelés « effets-rebonds », constituent selon Ayres et Warr, l’élément principal de croissance<sup>46</sup>. Ainsi, le découplage absolu entre les impacts environnementaux et la croissance du PIB est un mythe qui n’a pas encore été observé<sup>47</sup>.

“ Nous sommes rendus aveugles quant aux risques d’effondrement de notre modèle de développement. ”

44. CGDD, *Une expertise de l’empreinte écologique*, Études & documents n° 16, janvier 2010.

45. Jean-Marc Jancović, *ibid.*

46. Robert U. Ayres et Benjamin Warr, 2009 *ibid.*

47. Tim Jackson, 2010, *ibid.*

C’est le cas notamment avec les travaux menés sur le calcul d’une « empreinte écologique ».

## 5- LE PIB EST PORTEUR D’UNE VOLONTÉ DE CROISSANCE DONT NI LA DYNAMIQUE EXPONENTIELLE NI LE RISQUE D’EFFONDREMENT NE SONT PERÇUS

La très grande majorité des acteurs : responsables politiques, économistes, journalistes... estiment que la croissance du PIB est un objectif à la fois pertinent, car lié au développement de la « puissance » et du « bien être », et nécessaire car permettant *a priori* de résoudre les questions du chômage et des déficits publics.

Cette croissance continue est par définition de nature exponentielle, même si cette vérité mathématique est rarement perçue. Ainsi pour mieux l’appréhender il est utile de recourir à la notion de temps de doublement (temps au bout duquel une grandeur va doubler). Une approximation correcte de cette donnée est :

$$\text{Temps de doublement} = \frac{70 \text{ ans}}{\text{Taux de croissance}}$$

“ Même avec un taux de croissance considéré comme faible de 2%, le PIB serait multiplié par 2 en 35 ans, par 3 en 55 ans ! ”

Cependant, la croissance n’a historiquement pas suivi qu’une croissance exponentielle : son taux de croissance a lui aussi suivi une croissance exponentielle. En d’autres termes, le temps de doublement a plusieurs fois été divisé par 2. Le tableau ci-dessous résume l’**explosivité** d’une croissance qui a été historiquement non seulement exponentielle, mais dont le taux de croissance a augmenté exponentiellement au cours de l’histoire.

### Dynamique d’évolution du PIB mondial sur des temps longs :

PÉRIODE	TEMPS DE DOUBLEMENT
0-1000	4500 ans
1000-1700	450 ans
1700-2000	45 ans
Années 2000	25 ans

De Thomas Malthus au Club de Rome, de nombreux auteurs ont prédit le ralentisse-

ment, voire la stagnation ou le déclin du PIB pour des raisons physiques de manque de ressources. L’idée sous-jacente est que pour qu’une croissance économique perdure, il faut qu’elle respecte un critère de résilience. En d’autres termes, il faut qu’à tout niveau géographique (local ou global), les équilibres éco systémiques soient capables d’absorber les impacts humains en termes de maintien des ressources et de résorption des pollutions. Un non-respect de ce critère pourrait entraîner la modification radicale des équilibres et conduire à un effondrement. Ce changement peut être catabolique (lent) ou catastrophique (rapide) selon que les adaptations sont, ou non, linéaires<sup>48</sup>.

En particulier, l’équipe Meadows du MIT a réalisé, en 1972, une étude de dynamique des équilibres physiques<sup>49</sup>. Si le nom de PIB n’est pas cité explicitement, les productions agricoles, industrielles et de service sont modélisées. Cette étude prévenait d’une possibilité d’effondrement de l’activité éco-

Notre modèle de développement nécessite actuellement  
1,4 fois la capacité biologique de la Terre.



la croissance, la prospérité, la qualité de vie – vers le progrès  
économique et social durable dans l'économie sociale de marché

nomique au cours du XXI<sup>e</sup> siècle dans un scénario « business-as-usual ». En 2008, un chercheur a estimé que les tendances historiques « se compareraient favorablement » à ce scénario<sup>50</sup>. En 2012, une autre étude a été publiée dans la revue *New Scientist*. Debora MacKenzie y explique que :

« dans la plupart des simulations du modèle World3, une croissance rapide est suivie par un fort déclin. Jusqu'à présent, la simulation « standard » correspond bien aux mesures équivalentes du monde réel. (...) Dans certains cas, la limitation de la croissance a permis au système de se stabiliser plutôt que de s'effondrer. Cependant, à présent aucune hypothèse plausible ne permet de prédire ce résultat »<sup>51</sup>.

Déjà, on peut observer notre incapacité à prolonger un modèle de développement à forte croissance : depuis les années 1970, la croissance mondiale est en régression : elle est passée d'environ 5% en moyenne entre 1950 et 1973 à environ 3% de 1973 à 2007.

Ce constat peut s'expliquer par le fait que l'humanité est déjà au-delà de certaines limites de soutenabilité. En d'autres termes, l'empreinte écologique de la société mondiale dépasse la biocapacité de la Terre. L'indicateur de l'empreinte écologique nous montre aussi que notre modèle de développement nécessite actuellement « 1,4 fois la capacité biologique de la Terre à produire nos ressources et absorber nos déchets »<sup>52</sup>.

Dans une autre étude mondiale menée par le Stockholm Resilience Center, un groupe de 26 experts internationaux a conclu que, sur les 9 domaines d'équilibres environnementaux mondiaux qui étaient étudiés actuellement de façon suffisamment précise, 3 d'entre eux avaient dépassé des « limites d'opération sûres » : le climat, la biodiversité et les prélèvements d'azote<sup>53</sup>.

Désormais certains services naturels ne répondent plus de manière normale à nos

attentes. En particulier, l'approvisionnement mondial en pétrole est actuellement sur un plateau, alors qu'il progressait de 2 % par an depuis les débuts de la machine à vapeur. Jean-Marc Jancovici voit dans la plupart des crises récentes de nos économies les conséquences d'un prix du pétrole qui n'a fait qu'augmenter<sup>54</sup> soit ponctuellement soit de façon plus continue ces 10 dernières années :

- la dette publique apparaît en 1974 en Europe,
- la part de l'industrie dans l'emploi, qui avait crû sans discontinuer de 1800 à 1974, s'est mise à décroître après cette date et n'a cessé de le faire depuis.
- le chômage, à peu près nul pendant l'essentiel du XX<sup>e</sup> siècle, semble impossible à éradiquer depuis le milieu des années 70.

La financiarisation et la dérégulation se sont développées depuis les années 1980, afin de trouver dans la finance de nouvelles sources de croissance, notamment grâce à des bulles spéculatives.

La découverte de nouvelles formes de gisements d'hydrocarbures, plus diffus et plus coûteux à extraire, ne changera pas fondamentalement la confrontation de nos économies à une stabilisation puis à une baisse des ressources énergétiques fossiles.<sup>55</sup>

Ainsi la volonté de croissance qui est attachée au PIB présente deux dangers majeurs :

- Elle ne montre pas qu'une croissance même limitée suppose des temps de doublement relativement courts (35 ans pour une croissance de 2%, 10 ans pour une croissance de 7% !).
- Elle oublie que nous avons déjà atteint certains seuils de capacité de la nature à réguler ou à produire qu'il s'agisse principalement du climat ou de la « mise à disposition » de ressources pétrolières.

50. A. Turner, « A comparison of 'The Limits to growth' with 30 years of reality », 2008, *Global Environmental Change* 18 : 397-411

51. Debora MacKenzie, « Boom and doom: Revisiting prophecies of collapse », 2012, *New Scientist*

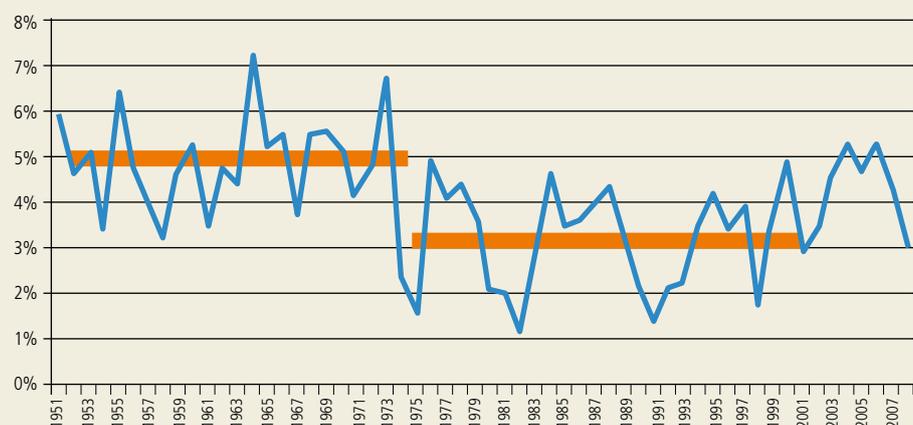
52. Mathis Wackemagel et al., « Tracking the Ecological Overshoot of the Human Economy », <http://www.pnas.org/content/99/14/9266>

53. Rockström et al., "Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity", <http://www.stockholmresilience.org/download/18.8615c78125078c8d3380002197/E5-2009-3180.pdf>

54. Jean-Marc Jancovici, Geneviève Ferone, et Michel Lepetit, "Réindustrialiser ? Relancer ? Désendetter ? Décarboner !", les Echos, 7 février 2012, <http://lecerclerlesechos.fr/economie-societe/energies-environnement/environnement/221143106/reindustrialiser-relancer-desendetter>

55. Pierre-René Bauquis, "Nouvelles découvertes et gaz de schiste retarderont à peine le pic pétrolier", le Monde du 9 mai 2012.

Figure 12 Taux de croissance annuelle du PIB mondial



Source : Angus Maddison et université de Groningen, Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD, PIB considéré en 1990 International Geary-Khamis dollars, <http://www.ggdc.net/MADDISON/oriindex.htm>

# C - Les réflexions alternatives

## 1- UNE DYNAMIQUE RÉELLE ET FOISSONNANTE

La recherche de nouveaux indicateurs permettant, soit de remplacer le PIB comme indicateur phare de développement, soit de le compléter, mobilise de

“ Il est hautement souhaitable que les représentants politiques comprennent progressivement qu’ils doivent identifier de nouveaux axes de développement en s’appuyant sur un renouvellement de leurs indicateurs de bien être. ”

nombreuses institutions, des organismes de recherche et même des établissements privés. Les approches diffèrent selon leur point de focalisation : le bien être, la soutenabilité, le développement économique, ou selon leur nature : proposer une nouvelle forme de comptabilisation, proposer un indicateur unique agrégé, proposer un tableau de bord.

Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (septembre 2009) a permis de mettre à plat l’ensemble des alternatives existantes en évaluant leurs richesses et leurs limites.

Le bilan général qui en ressort est qu’une dynamique politique, encore timide, semble bien en marche. Dans les pays riches qui sont en panne de croissance (de façon durable compte

tenu de la raréfaction des ressources énergétiques) les représentants politiques comprennent progressivement qu’ils doivent identifier de nouveaux axes de développement en s’appuyant sur un renouvellement de leurs indicateurs de bien être. Il est aussi hautement souhaitable que la préoccupation environnementale les amène à modifier leurs instruments de pilotage.

Cependant cette dynamique est foisonnante, sans véritable lieu de coordination et d’impulsion. Les sujets sont par ailleurs éminemment techniques donnant lieu à d’inévitables débats d’experts. Un dispositif statistique crédible, alternatif au PIB et à la comptabilité nationale, suppose un effort de plusieurs décennies.

## 2- ILLUSTRATIONS DES ACTIONS ENGAGÉES

### Au Bhoutan

Le « Bonheur National Brut » a été lancé en 1972 par le Roi et constitue, depuis 2008, l’alternative unique au PIB. En avril 2012, le Bhoutan a réussi à imposer un débat sur le bonheur à l’ordre du jour des négociations internationales<sup>56</sup>.

### En Equateur et en Bolivie

Le concept de « buen vivir » (bien vivre) est maintenant inscrit dans la constitution.

### Le Brésil et la Colombie

Ils attachent une importance particulière à la réduction des inégalités. Au Brésil, les enquêtes de recensement comportent depuis les années 60 des enquêtes de reve-

nus, permettant une bonne compréhension de l’évolution des inégalités. La Colombie s’appuie sur l’indice de Gini et l’indicateur de pauvreté du PNUD.

### Aux États-Unis

Le gouverneur du Maryland s’est détourné du PIB pour faire de l’« Indice de Progrès Véritable » un objectif de politique publique<sup>57</sup>. De nombreux indicateurs alternatifs existent et les autorités disposent de nombreuses enquêtes : enquête ATUS sur l’utilisation du temps, enquête sur la satisfaction au travail, enquête de satisfaction « the Gallup survey » administrée auprès d’un million de personnes...

### Au Canada

Le gouvernement est très impliqué dans la création du « Canadian Index of Well-Being ».

### En Australie

L’Australian Unity Well-Being Index, dont la définition a été engagée à partir de 2001, est aujourd’hui bien implanté et fait l’objet d’une diffusion régulière.

### En Corée

Le premier ministre affiche publiquement sa volonté de mesurer et d’améliorer le bien-être de sa population et dispose d’« Indicateurs de Développement Économique et Social ».

56. <http://www.un.org/en/ga/president/66/statements/happiness020412.shtml>

57. The Solutions Journal "Measuring Prosperity: Maryland's Genuine Progress Indicator", April 2012 <http://www.thesolutionsjournal.com/node/11070>



### Le Japon

Il dispose aussi depuis de nombreuses années d'indicateurs de bien être.

**En Suisse**, depuis 2003, un système d'indicateurs très élaboré, appelé Monnet, a été mis en place par les responsables politiques, il permet d'élaborer des politiques publiques nationales, régionales et dans les principales villes. Ces indicateurs ont été soumis à l'approbation populaire, et sont réévalués tous les deux ans.

### En Europe

Les autorités se sont dotées d'un tableau de bord du développement durable dans le cadre d'une « stratégie de croissance soutenable, intelligente et inclusive ».

### Au Royaume-Uni

En 2011, une grande mesure du bien-être a été réalisée, « How are you happy? », dont les résultats sont régulièrement diffusés et donnent lieu à la mise en œuvre de plans d'action concrets dans différents domaines: travail, revenus, liens sociaux, loisirs...

### En Italie et en Espagne

Des tableaux de bord spécifiques sont établis. En Italie, cette initiative est soutenue par le président de la république.

### En Allemagne

Une commission de travail a été créée au Bundestag (Parlement) réunissant 17 élus et 17 experts. Intitulée « la croissance, la prospérité, la qualité de vie – vers le progrès économique et social durable dans l'économie sociale de mar-

ché » elle doit permettre de définir de nouveaux indicateurs de progrès.

**En France**, la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a permis de relancer le débat sur les indicateurs de richesse en réunissant 25 économistes de renom, dont cinq « prix Nobel » d'économie, pour donner un avis et des recommandations opérationnelles pour la recherche. Suite à ce rapport l'INSEE a accentué la construction et la diffusion de nouveaux indicateurs et enquêtes. La France dispose aussi d'un tableau de bord spécifique associé à la SNDD (stratégie nationale de développement durable).

Les collectivités locales françaises s'organisent aussi pour créer leurs propres tableaux de bord. Autour du réseau FAIR, de la DATAR, de la DARES et de l'INSEE, plusieurs d'entre elles se sont dotées d'indicateurs pour assurer le pilotage de leur territoire.

En avril 2012 l'ARF (association des régions de France) a présenté un rapport « Développement durable, la révolution des nouveaux indicateurs » proposant un vaste éventail d'indicateurs dont une déclinaison régionale de l'indice de développement humain (IDH), l'indicateur de santé sociale (ISS) et l'empreinte écologique.

Enfin plus globalement :

L'OCDE a développé, dans le cadre du programme « L'initiative du vivre-mieux », le « Better Life Index » aujourd'hui mis en ligne. Le rapport « Comment va la vie ? » en synthétise les résultats<sup>58</sup>.

L'ONU a engagé sur 2012-2013 la révision du Système de Comptabilité Environnemental et Economique et doit lancer une redéfinition des Objectifs du Millénaire, ceux-ci ayant été créés en 2000 à horizon 2015.

58. [http://www.oecd.org/document/0/0,3746,en\\_2649\\_201185\\_47837376\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/0/0,3746,en_2649_201185_47837376_1_1_1_1,00.html)

“ **Initié par la France, le rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a connu un fort retentissement international** ”

### 3- ILLUSTRATION DU FOISONNEMENT DES DISPOSITIFS ALTERNATIFS

Indicateur alternatif	Porteur	Focus : économie (E), soutenabilité (S) bien-être (BE)	Nature : Compte agrégé, indicateur composite, tableau de bord
Épargne Nette, Revenu Net, Revenu Net Ajusté...	Agences statistiques	E, BE	Compte
BIP40	Réseau d'alerte sur les inégalités	E, BE	Composite
Comptes Nationaux du Bien-Être	The New Economics Foundation and Oxford	BE	Compte
Comptes satellites (sur le tourisme, les transports, la recherche, la protection sociale...)	Agences statistiques	E, BE, S	Compte
Demande Finale à Coûts totaux	André Vanoli, INSEE	E, S	Compte
Eco2Climat	Carbone 4	S	Compte
Empreinte écologique	WWF et Global Nature Found	S	Compte
Enquête emploi-du-temps	Agences statistiques	BE	Tableau de bord
Environmental Sustainability and Performance Index	Yale University et World Economic Forum	E	Composite
Epargne Nette Ajustée	Banque Mondiale	E, S, BE	Compte
Espérance de vie en bonne santé	Eurostat	BE	Composite
Green GDP	République de Chine	E, S	Compte
Happy Life Years	Ruut Veenhoven	BE	Composite
Happy Planet Index	The New Economics Foundation	BE, S	Composite
Indice de Bien-Être Durable	Nordhaus et Tobin	E, S, BE	Composite
Indice de Bien-Être Economique	Osberg and Sharpe	E, BE, S	Composite
Indice de Développement Humain	PNUD	E, BE	Composite
Indice de Gini	Agences statistiques nationale	E, BE	Composite
Indice de progrès Véritable	Daly and Cobb	E, S, BE	Composite
Indice de santé sociale	Fordham Institute	BE	Composite
Objectifs de Développement du Millé- naire	Nations Unies	E, BE, S	Tableau de bord
Planet Boundaries	Stockholm Environment Institute	S	Tableau de bord
QUARS	Sbilanciamoci!	E, S, BE	Composite
Reporting (SD21000, ISO14001, ISO26000, Triple-Bottom Lines...)		E, S, BE	Compte
Système de Comptabilité Environnementale et Économique	United Nations Statistics Division / London Group	E, S	Compte
The Better Life Index	OCDE	E, BE	Composite



	Principe	Commentaires
		Alternative économiques plus adaptées, ne posent pas la question des limites du PIB en termes qualitatifs
	Élargit le concept de pauvreté au non-monnaire (emploi, travail, éducation, logement, justice)	Bon pouvoir de communication
	Résulte d'enquêtes sur la satisfaction, basé sur les dernières avancées de l'économie du bonheur	Puissant outil de communication, agrégation éthique, vision de l'utilité sociale
	Monétisation de différents sujets	Pas destiné à être intégré au cadre central, ne traite pas de la qualité
	Crée un acteur économique « nature » dans le cadre central traditionnel	Approche innovante compatible avec le cadre central, ne permet pas une soutenabilité en termes physiques
	Empreinte carbone moyenne des consommateurs français	Fort pouvoir de communication
	Conversion des services de la nature de séquestration carbone, fourniture de poissons et de cultures en « surface biologiquement productive »	Pouvoir de communication, problèmes méthodologiques importants, possible implémentation pour la résilience locale, basé sur des données disponibles à l'échelle locale
	Partage du temps journalier, accompagné de la satisfaction ressentie pour chacune des activités	Bon pouvoir de communication
	Indicateur physique environnemental qui couvre de très larges impacts	Agrégation critiquable
	Épargne Nette additionnée de l'épargne de capital naturel et des investissements dans le capital humain (éducation)	Pouvoir comptable, ne permet pas une soutenabilité forte
	Décompte de l'espérance de vie à la naissance les années de vie avec « limitations dans les activités usuelles »	Pouvoir de communication
	Valeur des changements des services naturels, additionnés aux PIB	Pas de base économique
	Espérance de vie X évaluation de satisfaction	Pouvoir de communication
	Happy life years divisé par empreinte écologique	Bon pouvoir de communication, mais nom trompeur (correspond à une efficacité systémique), dépend d'indicateurs existant
	Valeur économique de différentes composantes du bien-être	Bon outil de communication, des ajustements éthiques sont nécessaires pour la valorisation
	Élargit la consommation dans le temps (accumulation et insécurité) et l'espace (inégalités)	Possibilité d'accord des économistes, agrégation éthique nécessaire
	Pondération normalisée de 3 composantes de « capacités » : revenus (en logarithme), l'espérance de vie, l'éducation	Puissant outil de communication, basé sur des données existantes au niveau régional
	Dispersion statistique des revenus	Déjà établi dans la plupart des pays
	Valeur économique de différentes composantes du bien-être	Bon outil de communication, des ajustements éthiques sont nécessaires pour la valorisation
	Composé de divers aspects de la santé intergénérationnelle	Basé sur des données existantes à l'échelle régionale
	8 objectifs macro et 64 sous-indicateurs de développement	Accord international
	Tableau-de-bord mondial d'un « espace d'opération sans danger » en théorie	Repose sur les dernières recherches en matière d'environnement, possible objectif mondial
	Mouvement populaire pour créer des indicateurs citoyens	Création simultanément à la prise de conscience et appropriation de l'indicateur, légitimité démocratique
	Reporting de divers impacts des entreprises et organisations	Possible intégration au niveau macro, sur le long-terme
	Évaluation monétaire de flux et stocks physiques	Incomplet, accord international, il n'est pas prévu de l'intégrer dans le cadre central de la comptabilité nationale
	Pondération citoyenne de critères pré-établis	Bon outil de prise de conscience et de communication en ligne

# D - Tableau synthétique

## LA PUISSANCE DU PIB

- Le PIB est ancré dans l'histoire.
- Le PIB fait l'objet d'une définition consensuelle reconnue mondialement.
- Le PIB concilie volume de production, derevenu et de demande.
- Le PIB est en phase avec l'approche économique classique et dominante.
- Le PIB rend compte du bonheur appréhendé par les économistes.
- La croissance du PIB, synonyme de progrès, est majoritairement jugée comme incontournable.
- Le PIB est un indicateur agrégé.

## LES LIMITES DU PIB

- Le PIB est techniquement discutable au regard même de ce qu'il veut mesurer.
- Le PIB n'est pas porteur d'alertes essentielles même de court terme.
- Le PIB est de moins en moins le reflet du bien-être.
- Le PIB ne prend pas en compte la rareté des ressources.
- Le PIB est porteur d'une volonté de croissance dont ni la dynamique exponentielle, ni le risque d'effondrement ne sont perçus.

Chapitre 2

# Les usages du PIB

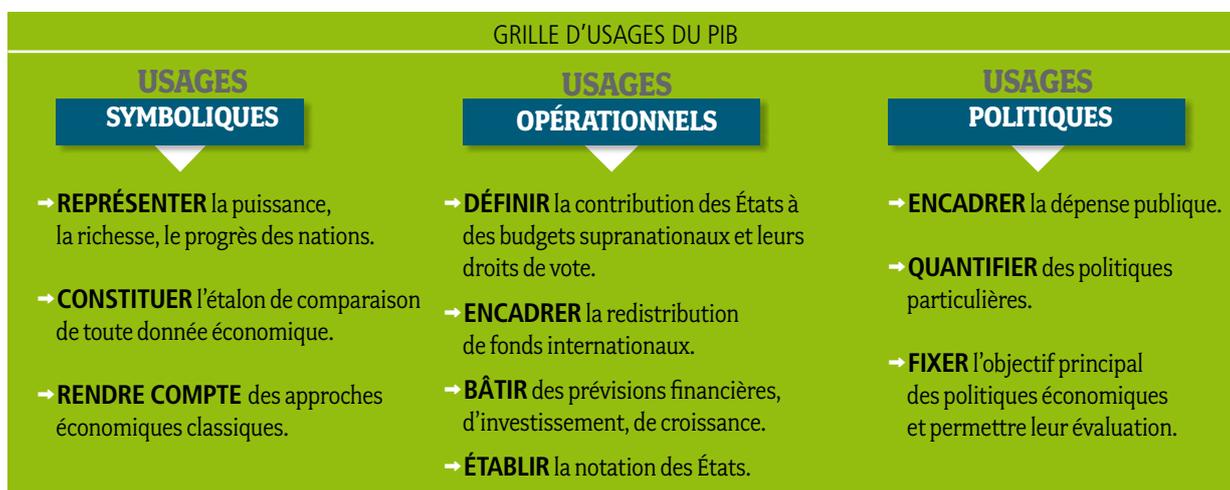
# A - Typologie des usages du PIB

## 1- PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DES USAGES DU PIB

Nous proposons une typologie des usages du PIB qui s'articule en trois grands domaines : symbolique, opérationnel et politique et qui identifie 10 usages types. Cette

typologie a bien-sûr une part d'arbitraire. En particulier le champ politique relève bien souvent de considérations symboliques et opérationnelles, mais sa prégnance parmi

les usages du PIB nous a amené à en faire un domaine à part entière.



## 2- LES USAGES SYMBOLIQUES DU PIB

On appelle usage symbolique du PIB une utilisation de celui-ci qui permet de créer, et de partager, une représentation commune d'un concept donné : la richesse, le développement, le progrès, la puissance, la valeur...

Les usages symboliques du PIB traduisent son caractère universel et largement consensuel. Notons cependant que ces usages s'accompagnent généralement d'une méconnaissance de son contenu et de son mode de calcul. Trois usages types symboliques sont proposés.

### Représenter la richesse, la puissance, le progrès des nations

Le PIB en valeur absolue est généralement utilisé pour décrire la puissance économique d'une nation et le PIB/habitant pour représenter le niveau de richesse de sa population. Les évolutions dans le temps du PIB ou du PIB/habitant sont souvent utilisées pour traduire le progrès d'un pays.

Toutes ces grandeurs donnent lieu à de multiples classements et à de multiples analyses visant à démontrer le bien-fondé de telle ou telle organisation politique ou économique. Ces travaux émanent soit d'organismes institutionnels (FMI, BM, OCDE...) soit de centres de recherche soit encore des médias.

Au-delà de sa définition, le fait que le PIB soit considéré comme fiable et homogène

dans la très grande majorité des pays renforce sa facilité d'usage dans les comparaisons internationales (même si nous avons vu au chapitre I-B /1 les limites techniques de son calcul et des comparaisons en parité de pouvoir d'achat).

Notons que le PIB est un critère entrant en ligne de compte pour constituer les regroupements des pays les plus riches : G7, G8, G20, bien que leurs critères d'adhésion ne soient pas totalement transparents et reposent essentiellement sur une forme de cooptation<sup>59</sup>.

### Constituer l'étalon de comparaison de toute donnée économique

Utilisé comme critère universel de comparaison, le PIB est aussi utilisé comme étalon universel pour qualifier de nombreuses autres grandeurs économiques. Pour com-

59. [http://www.oecd.org/document/35/0,3746,fr\\_2649\\_201185\\_38555363\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/35/0,3746,fr_2649_201185_38555363_1_1_1_1,00.html)

“ Les usages symboliques du PIB traduisent son caractère universel et largement consensuel. ”

parer entre différents pays les dépenses d'investissements, les dépenses de santé, les dépenses militaires, d'éducation ou de R&D..., rien n'est plus tentant et facile que de les ramener au PIB et d'engager à partir de là commentaires et analyses ; ce que font régulièrement les statisticiens, économistes et média.

Parfois ce type de rapprochement est utilisé par les gouvernements et nous parlerons là d'usage politique dès qu'il y a affichage d'un objectif quantifié. (cf. II-A /4).

### Représenter ce qui compte

Le PIB représente tout ce à quoi notre mode de pensée économique accorde de la valeur, c'est-à-dire principalement les échanges marchands, les dépenses publiques et une faible part d'activités domestiques. Nous avons vu aussi tout ce que le PIB ne comptait pas : les activités

domestiques traditionnellement exercées par les femmes, les activités bénévoles d'entraide, les services rendus par la nature... (cf. I-A /2).

Communiquer sur le PIB est un véritable acte symbolique. C'est manifester son accord à une vision de « ce qui compte ».

Comme « représentant de notre pensée économique » le PIB est utilisé comme objet d'enseignement (dès le lycée) et comme objet de recherche notamment pour tenter de décrire sa dynamique et les conditions de sa croissance. Là encore de nombreux travaux existent de la part d'universitaires ou d'organismes internationaux comme l'OCDE : « rapport 2011 sur les perspectives de croissance » ou le rapport « Promoting Inclusive Growth : Challenges and Policies » de mai 2012. Ces travaux peuvent aussi émaner de

commissions *ad hoc* comme la commission Attali mise en place en 2010 : « Commission pour la libération de la croissance française ».

Notons que **le PIB, ce qu'il représente comme son mode de calcul, n'est pas enseigné de façon approfondie auprès de l'ensemble des étudiants de l'enseignement supérieur. Cet enseignement serait cependant indispensable à la formation de citoyens éclairés** quelque soit leur futur champs d'activité.

« Communiquer sur le PIB est un véritable acte conventionnel. C'est manifester son accord à une vision de « ce qui compte ».

## 3- LES USAGES OPÉRATIONNELS DU PIB

On appelle usage opérationnel du PIB l'utilisation de celui-ci dans un calcul, ou dans un modèle, permettant de déterminer d'autres grandeurs de nature à déclencher une action concrète. Quatre usages types opérationnels ont été identifiés.

### Définir la contribution des États à des budgets supranationaux et leurs droits de vote

Représentant la richesse des pays, le PIB est souvent utilisé comme un critère jugé équitable pour définir la contribution de chacun à des organisations supranationales. Nous donnons ici l'exemple de l'Europe et de grandes institutions internationales ; il est probable que ce type de mécanisme existe dans d'autres parties du monde.

Pour l'Europe, le PIB, ou plus précisément le RNB (revenu national brut), est utilisé

comme la principale clé de contribution des États au budget communautaire. L'idée sous-jacente consiste à considérer le RNB comme une mesure de la capacité à payer des États. Au sein de l'Union européenne près de 75% des ressources communautaires sont actuellement directement fondées sur le RNB, le reste émanant principalement de droits de douane ou d'une ponction sur les ressources de TVA (pour 0,5 point).

Pour les institutions internationales (FMI, Banque Mondiale et le budget ordinaire de l'ONU), la contribution de chaque État Membre est calculée selon un système de quote-part fondé sur une estimation de leur RNB (pour 50% du calcul de la quote-part) corrigé de certains critères comme l'ouverture du marché, la dette extérieure ou le revenu par habitant.

Le calcul des droits de vote obéit aussi à des règles incluant le PIB, sauf à l'ONU où chaque pays dispose d'une voix, ce qui fait de l'ONU l'organisation représentative des pays pauvres. Dans les autres grandes organisations internationales les règles en vigueur permettent d'accorder un surplus de pouvoir aux pays riches. Au FMI et à la Banque Mondiale, chaque pays dispose d'une voix de base (ces voix de base représentant 5% du total des voix) plus une voix supplémentaire pour chaque fraction de quote-part. Les quote-parts sont calculés en intégrant pour 50% la valeur du PIB, pour 30% le degré d'ouverture de l'économie, pour 15% les variations économiques et pour 5% les réserves officielles de change. Les dix premiers pays, qui représentent plus de 50 % du PIB mondial, ont la majorité des droits de vote sur près de 200 pays membres. Une majorité de 70% des voix

est cependant requise pour la plupart des réformes.

### Encadrer la redistribution de fonds internationaux

La redistribution des fonds internationaux a souvent comme objectif d'aider en priorité les pays les plus pauvres. Le PIB/habitant est le critère essentiel de redistribution au sein de l'Union européenne, c'est aussi un critère important d'orientation pour les institutions internationales. Ces critères permettent soit de bénéficier de subventions plus élevées soit d'accéder à des financements.

60. <http://www.un.org/fr/globalissues/ldc/>

61. <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/aa/aa.pdf>

62. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000195/0000.pdf>

63. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/014000434/0000.pdf>

64. [http://temis.documentation.equipement.gouv.fr/documents/temis/14849/14849\\_2005.pdf](http://temis.documentation.equipement.gouv.fr/documents/temis/14849/14849_2005.pdf)

En Europe, l'objectif des fonds européens de développement régional (FEDER) est de faire converger le PIB/habitant entre les différentes régions. Ainsi les régions dites « en convergence », c'est-à-dire dont le PIB/hab est inférieur à 75% du PIB/hab moyen des pays de l'UE à 25, sont particulièrement aidées et bénéficient d'environ 70% des fonds FEDER. La partie restante des fonds FEDER est attribuée aux régions dites « en compétition » ou « en transition ». Un budget marginal est aussi consacré aux projets transfrontaliers et aux régions particulièrement éloignées.

À l'ONU, les aides au développement sont orientées en priorité vers les « pays les moins avancés » (PMA)<sup>60</sup>. Les PMA reçoivent environ un tiers de toute l'aide publique au développement provenant des pays développés. Afin d'être reconnu comme PMA, un pays doit remplir trois critères :

- Niveau de revenu bas, calculé en fonction du PIB par habitant sur 3 ans;
- Retard dans le développement humain, mesuré en tenant compte de la malnutrition, du taux de mortalité des enfants, de la scolarisation, et du taux d'alphabétisation;

“ Le PIB, ce qu'il représente comme son mode de calcul, n'est pas enseigné de façon approfondie auprès de l'ensemble des étudiants de l'enseignement supérieur. Cet enseignement serait cependant indispensable à la formation de citoyens éclairés. ”

- Vulnérabilité économique, calculée en fonction de la taille de la population, du degré d'isolement, des exportations, des différentes cultures agricoles, des catastrophes naturelles et de leurs incidences.

Au FMI, les pays à faible revenu peuvent emprunter à des taux concessionnels<sup>61</sup>. C'est à partir de la quote-part d'un pays qu'est déterminé le montant que celui-ci peut emprunter à l'institution et le montant de droits de tirages spéciaux qu'il peut recevoir. Plus la quote-part d'un pays est élevée (même calcul que pour les droits de vote), plus ce pays peut emprunter en cas de besoin.

### Bâtir des prévisions d'investissement

L'énergie importante consacrée dans la durée au calcul du PIB lui procure un énorme avantage, il dispose de séries historiques profondes considérées comme fiables. Cet indicateur peut donc être utilisé pour construire des modèles permettant de prévoir la valeur d'autres grandeurs économiques ou physiques.

Ceci est tout particulièrement le cas dans le domaine des transports où en première approximation les flux de transport sont considérés comme proportionnels au PIB. En matière de transport de voyageurs par train la prévision de flux de voyageurs prend en compte le PIB (ou plus précisément la consommation des ménages) des zones d'arrivée/destination et la distance entre ces zones.

Pour calculer les reports modaux, la valeur du temps joue un rôle essentiel (le temps économisé ou perdu est valorisé du point de vue du client et donc de sa propension à payer plus ou moins cher). Celle-ci fait l'objet d'une directive nationale pour les évaluations socio-économiques, s'appuyant sur les rapports Quinet<sup>62</sup> et Boiteux<sup>63</sup>. L'instruction cadre relative aux méthodes d'évaluation économique des grands projets d'infrastructures de transport précise que ces valeurs de temps ne sont pas obligatoires et peuvent différer selon les contextes<sup>64</sup>. L'instruction-cadre recommande d'indexer l'évolution de la valeur du temps sur l'évolution de la consommation finale des ménages par tête (« Plus on consomme plus notre temps est précieux »). Cette recommandation semble vérifiée dans la pratique.

La préparation du budget de la nation constitue un autre domaine majeur où les prévisions d'évolution du PIB sont utilisées pour prévoir un niveau de recettes budgétaires et donc une capacité de dépense. La détermination de l'évolution du PIB et la mesure de son impact sur l'évolution des recettes sont réalisées au sein de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques du Ministère de l'Economie et des Finances.

Notons que pour les directions stratégiques des grandes entreprises privées le PIB est un indicateur marginal. L'évolution du PIB, pays par pays, peut être regardée pour conforter des perspectives ou des projets

Indicateurs  
**LES USAGES DU MILLENAIRE**

Enquête ATUS  
**IDH**

**HAPPY ?** → La règle d'or constitue une véritable consécration de l'usage du PIB.

**Well-Being Index**

**Net** Bonheur National Brut la croissance, la prospérité, la qualité de vie – vers le progrès économique et social durable dans l'économie sociale de marché

Indicateurs **indice de Gini** **How are you happy?**

d'investissement mais très vite des données beaucoup plus précises et spécifiques au secteur d'activité concerné seront prises en compte : évolution des marchés, positionnement concurrentiel, possibilité de production et de distribution, réglementation...

### Établir la notation financière des États

Les agences de notation estiment que la solvabilité des États est directement liée à la croissance de leur PIB, qui mesure la

capacité à prélever et à augmenter l'impôt, et au niveau d'endettement déjà atteint. En pratique, le rapport dette publique/PIB et les perspectives de croissance sont deux critères utilisés dans l'évaluation du risque de défaut de paiement des États<sup>65</sup>.

Les agences de notation intègrent aussi de nombreux autres éléments d'appréciation tels que les décisions de nature politique, monétaire, budgétaire ou législative qui sont, ou pourraient être, prises par les différents gouvernements.

Remarque : souvent les marchés anticipent une dégradation de note et son annonce n'a qu'un impact limité sur l'évolution des taux des emprunts souverains. Cependant si la notation relève d'une catégorie spéculative certains investisseurs s'interdisent tout achat d'obligation privant ainsi les États concernés de sources de financement (exemples de la Grèce, du Portugal ou de l'Irlande).

65. [http://www.univ-orleans.fr/deg/GDRecomofi/Activ/guessoum\\_nice.pdf](http://www.univ-orleans.fr/deg/GDRecomofi/Activ/guessoum_nice.pdf)

66. <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/ta/ta0722.pdf>

## 4- LES USAGES POLITIQUES DU PIB

On appelle usage politique du PIB toute référence ou utilisation de celui-ci par des gouvernements nationaux, ou institutions supranationales, pour légiférer ou régler. Trois usages types politiques ont été identifiés.

### Encadrer la dépense publique

Depuis le traité de Maastricht (entré en vigueur en 1993); la construction européenne et la mise en œuvre d'une monnaie commune sont fondées sur le respect par les différents États de règles de discipline budgétaire. Ces règles se fondent sur une utilisation du PIB puisque les deux critères essentiels sont :

- Un déficit public (annuel) inférieur à 3% du PIB,
- Une dette publique (cumulée) inférieure à 60% du PIB.

Ces objectifs de maîtrise budgétaire ont été confirmés dans tous les traités postérieurs à Maastricht et notamment le traité de Lisbonne (entré en vigueur en 2009).

Sous l'effet de la crise de la dette dans la zone Euro les États européens ont adopté plusieurs textes visant à aider les pays les

plus touchés mais aussi à renforcer les règles de discipline budgétaire.

En particulier, le 11 mars 2011, les Chefs d'États et de gouvernement de la zone euro ont adopté un « Pacte pour l'Euro » autour de quatre règles directrices : renforcer la gouvernance économique de l'Union européenne ; favoriser la compétitivité et la convergence des compétitivités des États ; respecter l'intégrité du marché unique ; impliquer les États membres.

Ce pacte demande notamment aux États de la zone euro de s'engager à traduire dans leur législation nationale les règles budgétaires de l'UE figurant dans le « Pacte de stabilité et de croissance ». Il s'agit d'inscrire dans la constitution des différents États « la règle d'or »<sup>66</sup> à l'exemple de l'Allemagne qui, dans l'article 109, paragraphe 3 de sa loi fondamentale, établit qu'à partir de 2016, le déficit du budget de l'État ne doit pas dépasser 0,35% du Produit Intérieur Brut (PIB), contre 3% pour le pacte de stabilité.

Il s'agit là d'une véritable consécration de l'usage du PIB car cet indicateur se voit

ainsi paré d'une reconnaissance constitutionnelle !

### Quantifier des politiques particulières

Le PIB peut aussi être utilisé pour définir un objectif politique, généralement sous la forme grandeur/PIB. Ce cas de figure est fréquent et nous en donnons ici quelques exemples.

Au niveau international, dans le cadre des objectifs du millénaire des Nations Unis, les pays européens se sont engagés à porter l'aide au développement à 0,7% de leur RNB d'ici 2015. La France pour sa part s'est engagée à porter l'aide au développement à 0,56% du RNB en 2010 et 0,7% dès 2011.

En Chine le 12<sup>e</sup> plan quinquennal, couvrant la période 2011-2015, définit plusieurs objectifs s'appuyant sur le PIB :

- La croissance du PIB elle-même est volontairement limitée à un rythme annuel de 7%.
- L'intensité énergétique de l'économie, exprimée en consommation énergétique/



Le PIB est donc l'indicateur qui est choisi pour quantifier l'objectif principal de politique économique, et qui est utilisé pour mesurer l'efficacité des politiques mises en œuvre.

PIB, doit baisser de 16% entre 2010 et 2015.

- L'intensité carbone de l'économie, exprimée en volume d'émission de CO<sub>2</sub>/PIB, doit baisser de 17% entre 2010 et 2015.

Au niveau européen, la Stratégie Europe 2020, adoptée par les États membres le 17 juin 2010, prévoit que chaque État consacre 3% de son PIB en dépenses de R&D. Cet objectif s'inscrit dans une vision générale d'une croissance « intelligente, durable et inclusive ».

En France, parmi les 15 indicateurs phares de la SNDD (stratégie nationale de développement durable) deux se réfèrent au PIB :

- La productivité matière exprimée comme la valeur du PIB divisée par la consommation intérieure apparente de matière. En 2007 celle-ci s'élevait à 1,6 € PIB/kg pour l'UE-15 et 1,3 € /kg pour l'EU-27. Il est à noter que la prise en compte des flux cachés peut cependant amener à doubler l'estimation de la matière consommée (En 2008, en France, la consommation de matière apparente par habitant est de 14 tonnes pour une estimation totale de 28 tonnes).
- La consommation d'énergie dans les transports qui ne doit plus suivre la même croissance que la croissance du PIB (principe du découplage de la consommation énergétique dans les transports avec le PIB).

Par ailleurs le PIB/habitant est un des quatre indicateurs de contexte économique et social (cet indicateur a été retenu malgré l'opposition des associations consultées).

### Fixer l'objectif principal des politiques économiques et permettre leur évaluation

La très grande majorité des pays et des institutions internationales (OCDE, FMI, Banque mondiale...) posent comme objectif principal de politique économique « la croissance » ce qui sous entend toujours « la croissance du PIB ».

Le PIB est donc l'indicateur qui est choisi pour quantifier l'objectif principal de politique économique, et qui est utilisé, *ex post*, pour mesurer l'efficacité des politiques mises en œuvre.

En France par exemple, tous les gouvernements depuis plus de trente ans, confrontés à de nombreux défis dont notamment l'emploi, le pouvoir d'achat, les déficits publics et sociaux (santé, retraite) ont engagé une politique de croissance du PIB.

Il est vrai qu'en première approche le PIB traduit une valeur de production donc le volume d'emplois, le total des revenus donc le niveau des salaires et des cotisations afférentes, le total de la valeur ajoutée donc les recettes fiscales qui en découlent.

Des questions de natures différentes (emploi, pouvoir d'achat, santé, retraite...) se trouvent ainsi rassemblées en une seule : comment doper la croissance ? La croissance du PIB devient l'objectif majeur. Le PIB devient l'indicateur absolu qui rend compte, tant pour le pouvoir en place que pour son opposition, de l'efficacité de son action.

Ces extraits du débat télévisé d'entre les deux tours de la campagne présidentielle 2012<sup>67</sup> illustrent l'importance attachée à la croissance, soit pour défendre un bilan soit pour orienter l'action future :

**Nicolas Sarkozy** : « Y a-t-il un pays au monde qui a fait mieux ? Y a-t-il un pays d'Europe et de l'OCDE qui a fait mieux en termes de croissance que la France depuis 2009 ? ».

**François Hollande** : « Je prends l'engagement de venir au lendemain de l'élection présidentielle porter ce plan de renégociation et obtenir ce soutien à la croissance indispensable, pour nos économies, pour réduire le chômage et pour la maîtrise de la dette ».

Notons cependant que la croissance appelle une diversité de solutions. Certains estiment que la croissance du PIB n'est possible qu'à travers des réformes structurelles, d'inspiration libérale, portant sur le coût, la durée et l'organisation du travail ainsi qu'à travers la maîtrise des dépenses publiques ; d'autres souhaitent, au contraire, favoriser cette croissance par une valorisation des salaires ou un plan de relance keynésien assortis de grands travaux.

Si l'objectif de croissance est commun à tous les gouvernements, les moyens visant à favoriser cette croissance sont multiples voire contradictoires.

“ Si l'objectif de croissance est commun à tous les gouvernements, les moyens visant à favoriser cette croissance sont multiples voire contradictoires. ”

67. <http://presidentielle2012.ouest-france.fr/actualite/le-verbatim-du-duel-entre-hollande-et-sarkozy-03-05-2012-1500>

# B - Intégration des usages du PIB dans le fonctionnement de nos sociétés

Une fois les usages du PIB identifiés (chapitre II-A) il est intéressant d'essayer d'évaluer « l'inertie » de ces usages pour apprécier ainsi l'effort de transition qu'il faudrait réaliser pour passer à d'autres types d'indicateurs. Pour cela nous avons considéré deux grandeurs :

- D'une part le nombre de personnes impliquées dans les différents usages.
- D'autre part le nombre de textes officiels (traités, lois, règlements) qui font mention du PIB et qu'il faudrait modifier si il était décidé de se référer à d'autres indicateurs.

## 1- LES ACTEURS CONCERNÉS

### Les acteurs des usages symboliques

Bien évidemment toute personne peut être considérée comme utilisatrice, *a minima* passive, des usages symboliques du PIB. Cependant nous allons focaliser notre estimation sur les populations « leaders d'opinion ». En France nous comptabilisons environ 4 000 personnes hors ensei-

gnants, plus environ 10 000 enseignants du supérieur et 34 000 enseignants des lycées.

Le tableau 1 ci-après montre les modalités de détermination de ces chiffres, hypothèses factuelles et hypothèses d'extrapolation, ainsi que leur élargissement au niveau européen.

### Les acteurs des usages opérationnels

Les usages opérationnels font appel à un nombre relativement limité d'acteurs, nous estimons leur volume global, → en France (État et entreprises) de l'ordre de 5 000 personnes.  
→ au sein des instances européennes de l'ordre de 500 personnes.  
→ au sein des instances internationales de l'ordre de 400 personnes.

Tableau 1 Usages symboliques

CATÉGORIES D'ACTEURS	CALCUL		En France	Hypothèse transposition Europe	En Europe
	Données de base	Hypothèses d'extrapolation, calcul			
Recherche et développements	• 130 unités de recherche en science économique et de gestion <sup>1</sup> .	• 20 chercheurs et 5 personnes concernées par ces sujets dans le conseil scientifique, pour chaque unité. $130 * 25$	2650	Ratio d'effectifs en R&D <sup>2</sup> . $2650 * 15,6 / 2,34$	18000
Enseignement public et privé	• Au lycée, 3848 enseignants en SES et 23477 enseignants techniques en économie et gestion <sup>3</sup> . Dans le supérieur, 6867 enseignants en économie et gestion <sup>4</sup> .	• Au lycée, 4 fois plus de professeurs dans le public que dans le privé. En enseignement supérieur, 2 fois plus en public qu'en privé. $5/4 * 27325 + 3/2 * 6867$	44000	Ratio de population <sup>5</sup> . $40000 * 501 / 65$	310000
Relais médiatiques	• 200 personnes inscrites à l'Association des Journalistes Economiques et Financiers (AJEF) à la presse écrite et audiovisuelle <sup>6</sup> .	• Hypothèse d'1/4 des journalistes inscrits. $4 * 200$	800	Ratio de population. $800 * 501 / 65$	6200

1 <http://appliweb.dgri.education.fr/annuaire/ListeSd.jsp?entite=ur&ds=7&prov=ListeDs>

2 [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics\\_explained/index.php?title=File:Researchers,\\_by\\_institutional\\_sector,\\_2010\\_\(1\).png&filetimestamp=20120302132036](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php?title=File:Researchers,_by_institutional_sector,_2010_(1).png&filetimestamp=20120302132036)

3 <http://www.data.gouv.fr/donnees/view/Les-enseignants-du-second-degre-public-par-discipline-30378063?xtmc=enseignant+second+degre+public&xtr=4>

4 [http://media.education.gouv.fr/file/statistiques/34/4/nl0825\\_36344.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/statistiques/34/4/nl0825_36344.pdf)

5 [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics\\_explained/index.php?title=File:Demographic\\_balance,\\_2010\\_\(1\\_00\\_0\\_persons\).png&filetimestamp=20111130162951](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php?title=File:Demographic_balance,_2010_(1_00_0_persons).png&filetimestamp=20111130162951)

6 Contact mail.

Tableau 2 Usages opérationnels

CATÉGORIES D'ACTEURS	CALCUL		En France	Hypothèse transposition Europe	En Europe
	Données de base	Hypothèse d'extrapolation, calcul			
Prospective d'infrastructures de transport	• Pour la SNCF et RFF: 100 personnes <sup>7</sup> .	• 10 entreprises de transport et logistique avec une branche prospective similaire: routes, autoroutes, maritime, aérien, RATP... 10 * 100	1000	Ratio de population. 1000 * 501 / 65	7700
Encadrement du budget public	• Direction du Budget du Ministère des Finances: 370. • Direction de la Prospective et de l'Analyse Economique: 750.	370 + 750	1120	Ratio de population. 1120 * 501 / 65	8600
Prospective d'investissement et modélisations	• 500 entreprises cotées en Bourse. • 160 think-tanks <sup>8</sup> .	• 5 personnes en moyenne dans les services prospectifs des grandes entreprises. • 2 personnes en moyenne dans les think-tanks. 5 * 500 + 160 * 2	2820	Ratio de population. 2820 * 501 / 65	21800
Encadrement du budget européen	• Direction du Budget de la Commission + Diverses directions budgets du Parlement <sup>9</sup> .	420 + 108			530
Notation financière des États	• Top 3 (Meadows, S&Ps, Fitch) prend 90% du marché de la notation financière.	• 1 personne en moyenne par État, 100 États notés. 3 * 100			300
Gestion d'un budget international	• 4 institutions internationales (ONU, FMI, Banque Mondiale, OCDE). • Direction du Budget à l'ONU: 100 <sup>10 11</sup> .	• Identiques aux effectifs onusiens de la Direction du Budget. 4 * 100			400

7 Ordre de grandeur d'après entretien.

8 <http://www.lemonde.fr/journaledlectronique/donnees/protege/20120107/html/830658.html>

9 Direction responsable des affaires budgétaires 19, Commission Budget - membres 44, Secrétariat travaillant avec la commission de Contrôle budgétaire 16, Commission Contrôle budgétaire - membres 29.

10 <https://www.un.org/french/aboutun/budget/bodies.shtml>

11 [http://ec.europa.eu/dgs/budget/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/dgs/budget/index_fr.htm) et contact Parlement.

→ au sein des agences de notation de l'ordre de 300 personnes.  
Les hypothèses et détails de ces données sont précisés dans le tableau 2 ci-dessus.

### Les acteurs des usages politiques

Les usages politiques mobilisent les personnes en charge de fonctions exécutives, les parlementaires et la part des fonctionnaires qui contribue à l'élaboration des lois. Nous estimons leur volume global en France à environ 2 000 personnes qui se décomposent de la façon suivante :

→ 950 personnalités politiques (ministres, secrétaires d'État, parlementaires).

→ 750 hauts fonctionnaires (sur des champs ayant une dimension économique ou de développement).

→ 530 représentants de la société civile sous ses différentes formes (CESE, partenaires sociaux, experts...) et participant à des réflexions sur le développement économique.

De la même façon ces usages politiques mobilisent au niveau européen la commission, le parlement et une part de l'administration communautaire.

Les hypothèses et détails de ces données sont précisés dans le tableau 3 ci-dessous :

### Enfin, un nombre très restreint d'acteurs impliqués dans les usages du PIB

L'immense majorité des acteurs économiques : 99% des entreprises, les ménages, la plupart des services publics, les collectivités locales, les associations, etc., n'ont aucun usage concret du PIB. Le PIB est essentiellement utilisé par les gouvernements, les instances supranationales, les médias et les économistes. En France cela représente seulement un volume d'environ 10 000 personnes.

Tableau 3 Usages politiques

CATÉGORIES D'ACTEURS	CALCUL		En France	Hypothèse supplémentaire, calcul	Au sein des instances européennes
	Donnée de base	Hypothèse d'extrapolation, calcul			
Décision publique	• Représentants politiques: 577 députés, 346 sénateurs, 30 ministres ou secrétaires d'État.	• 577 + 346 + 30	950	• Commission et Parlement européens. 585 + 27	610
	• Haute fonction publique. • 10 cabinets ministériels. • 20 administrations centrales • (en lien avec une dimension économique). • 27 régions.	• 20 personnes dans chacun des cabinets et chacune des administrations centrales. • 5 personnes dans chacune des régions. 20 * (10 + 20) + 5 * 27.	735	• Haute fonction. publique européenne. • 1% des 40 000 fonctionnaires européens.	400
	• Institutions sociales. • 5 institutions syndicales (CFTC, FO, CGT, CFDT, CFE-CGT). • 7 institutions patronales (MEDEF, UPA, UNAPL, CIDUNATI, CGPME, CEDI, FNSEA). • 230 membres du CESE <sup>12</sup> . • 40 membres du CAE <sup>13</sup> .	• 5 membres d'institutions syndicales. • 5 membres d'organisations patronales. • 200 autres personnes (experts, think tank, élus) impliquées dans la construction de la politique nationale. 5 * 5 + 5 * 7 + 230 + 40 + 200.	530		
			2215		1000

12 <http://www.conseil-economique-et-social.fr/decouvrir-cese/presidence/organigramme>

13 <http://www.cae.gouv.fr/Composition.html?lang=fr>

→ Notons que si « La Stratégie Europe 2020 » vise à développer une croissance « intelligente, durable et inclusive » elle ne fixe aucun objectif en termes de croissance du PIB. Seul un objectif, sur les huit objectifs principaux, y fait référence, celui qui prévoit de porter les dépenses de R&D à 3% du PIB.

## 2- LES TEXTES PORTEURS D'UN USAGE DU PIB

### Les textes relatifs aux usages symboliques

Aucun texte officiel ne renvoie au PIB en matière d'usage symbolique si ce n'est les programmes des lycées et les ouvrages de référence en matière d'enseignement de l'économie.

Notons que les programmes scolaires prennent en compte les débats qui existent au sein de différentes institutions internationales et de la société civile comme en témoigne cet extrait d'un document du ministère de l'Éducation Nationale :

Sciences économiques et sociales - Terminale ES Enseignement spécifique Science économique Thème n°1 : Croissance, fluctuations et crises.

#### Fiche 1.1 : QUELLES SONT LES SOURCES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ?

##### INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES :

*En s'appuyant sur le programme de première, on s'interrogera sur l'intérêt et les limites du PIB comme mesure de l'activité économique. On montrera que le PIB ne reflète pas l'évolution du niveau de vie des populations et qu'il convient de se référer à d'autres indicateurs. L'étude de séries longues permettra de procéder à des comparaisons internationales. À partir d'une présentation simple de la fonction de production, on exposera la manière dont la théorie économique analyse le processus de croissance. On fera le lien entre la productivité globale des facteurs et le progrès technique et on introduira la notion de croissance endogène en montrant que l'accumulation du capital, sous ses différentes formes (physique, technologique et immatériel, humain et public) participe à l'entretien de la croissance. On soulignera que la croissance économique, loin d'être harmonieuse et continue, est le plus souvent la résultante d'un processus de destruction créatrice. En liaison avec l'innovation, on mettra l'accent sur le rôle des institutions et des droits de propriété.*

Il est donc raisonnable de penser que toute évolution quant à la perception et aux usages du PIB trouvera progressivement sa place dans les programmes scolaires. La part prépondérante de l'énergie dans notre développement et plus généralement le rôle essentiel des ressources naturelles devraient aussi y trouver leur place.

D'autres textes témoignent de la part prépondérante du PIB dans nos représentations. Outre de multiples articles de journaux ou de blogs il s'agit de classements internationaux émis par l'OCDE, la Banque Mondiale, le FMI, l'ONU... classements en général accessibles en permanence sur leurs sites web.

Il est souhaitable que ces différents organismes continuent à mettre en valeur d'autres données que le PIB (les plus visibles sont le « Better Life Index » de l'OCDE ou les objectifs du millénaire de l'ONU, mais il existe de nombreuses initiatives intéressantes). Cette mise en valeur ne nécessite pas de modifier un quelconque texte officiel.

### Les textes relatifs aux usages opérationnels

Les règles de contribution budgétaire des États à des instances supranationales ou les règles de distribution de fonds supranationaux, s'appuient sur les textes suivants : Pour l'Europe il s'agit du « Cadre Financier Pluriannuel ». Le futur CFP porte sur la période 2014-2020 et a déjà fait l'objet d'une proposition de la part de la Commission (il intègre par exemple la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières). Cette proposition doit être présentée au Parlement européen puis validée dans chaque État membre.

Pour chaque organisation internationale (FMI, Banque Mondiale, ONU...) les règles de financement relèvent de leurs statuts et documents annexes.

L'utilisation du PIB dans des modèles de prévisions ne s'appuie sur aucun texte officiel. Chacun s'appuie sur son expérience et sur ses modèles pour tenter de produire l'information la plus fiable possible. Il faut noter cependant que conformément à la loi d'orientation sur les transports intérieurs (LOTI) qui définit les objectifs généraux que doit respecter tout nouveau projet d'infrastructure, le ministère des transports produit « une instruction cadre relative aux méthodes d'évaluation économique des grands projets d'infrastructure de transport ».

Enfin les agences de notation sont libres dans la construction de leur modèle, leur seule obligation est de rendre ceux-ci transparents.

### Les textes relatifs aux usages politiques

Aucun texte n'oblige à se référer au PIB pour définir un objectif politique et aucun texte n'oblige les gouvernements à se focaliser sur la mise en œuvre d'une politique de croissance du PIB. Cependant de nombreux rapports sont régulièrement déposés pour les inciter, et les aider, à s'engager dans cette voie : rapports de l'INSEE, de l'OCDE, rapports de la Commission européenne, rapport « Attali », programmes des partis politiques...

**Notons que si « La Stratégie Europe 2020 » vise à développer une croissance « intelligente, durable et inclusive » elle ne fixe aucun objectif en termes de croissance du PIB. Seul un objectif, sur les huit objectifs principaux, y fait référence, celui qui prévoit de porter les dépenses de R&D à 3% du PIB.**

En revanche, pour l'encadrement de la dépense publique, des textes très importants existent et ancrent le PIB dans le fonctionnement de nos institutions.

→ Les objectifs de la règle d'or: un déficit public inférieur à 3% du PIB et une dette publique inférieure à 60% du PIB.

Ce sont principalement les textes européens sur l'encadrement des déficits publics (traité de Maastricht et de Lisbonne, Pacte de stabilité et de croissance).

Ces textes européens, de portée juridique, rendent très difficile toute évolution quant aux usages politiques du PIB, évolution encore plus difficile pour certains États qui ont voté la « règle d'or » conférant au PIB une reconnaissance constitutionnelle !

### Synthèse des principaux textes à modifier pour réduire l'usage du PIB

Nous listons ici les principaux textes qui ancrent l'usage du PIB dans le fonction-

nement de nos sociétés et qu'il serait nécessaire de refondre afin de pouvoir s'appuyer sur d'autres logiques et d'autres indicateurs.

Les textes sont listés à partir d'une estimation décroissante de la difficulté à les renégocier.

- Règles d'or inscrites dans la constitution (ou équivalent) de certains États.
- Traités européens relatifs à l'encadrement des dépenses publiques :
  - Au niveau institutionnel (une même négociation à 25) : « Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne », « Traité de Lisbonne », « Pacte de stabilité et de croissance »,

- Au niveau intergouvernemental (zone euro) : officiellement appelé « **Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance** ».

- Statuts des différentes organisations internationales : ONU, Banque Mondiale, FMI, OCDE...
- « Cadre financier pluriannuel 2014-2020 » de l'Europe des 25.
- Orientations générales de la Stratégie européenne 2020.
- Instruction cadre relative aux méthodes d'évaluation économique des grands projets d'infrastructures de transport (F)
- Programmes scolaires définis par les ministères de l'éducation nationale.

### Illustration de textes officiels mentionnant le PIB

A/ Textes relatifs aux ressources de l'Union européenne. [http://europa.eu/legislation\\_summaries/budget/l34011\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/budget/l34011_fr.htm)

#### Cadre financier 2007-2013

La ressource RNB est obtenue par application d'un taux à fixer chaque année dans le cadre de la procédure budgétaire à une assiette représentant la somme des revenus nationaux bruts au prix du marché. La ressource est calculée par différence entre les dépenses et la somme de toutes les autres ressources budgétaires. Il s'agit d'une ressource « clé », car non seulement elle finance la majeure partie du budget, mais elle détermine également l'écêtement de l'assiette TVA, la répartition du financement de la compensation britannique et le plafonnement du montant global des ressources que la Communauté peut percevoir.

B/ Textes relatifs à la distribution des fonds européens

Résumé sur le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion (période

2007 - 2013). [http://europa.eu/legislation\\_summaries/regional\\_policy/provisions\\_and\\_instruments/g24231\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/regional_policy/provisions_and_instruments/g24231_fr.htm)

L'objectif « Convergence », proche de l'ancien objectif 1, vise à accélérer la convergence des États membres et des régions les moins développées par l'amélioration des conditions de croissance et d'emploi. Il concerne les États membres et les régions les moins développées. Les domaines d'action seront le capital physique et humain, l'innovation, la société de la connaissance, l'adaptabilité aux changements, l'environnement et l'efficacité administrative. Il sera financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds de cohésion.

Les ressources totales allouées à cet objectif s'élèvent à 81,54 % du total. Sont éligibles:

#### → aux Fonds structurels (FEDER et FSE):

les régions dont le PIB par habitant est inférieur à 75% de la moyenne européenne. Elles doivent correspondre au niveau NUTS II. 70,51% du total des fonds de cet objectif leur revient;

les régions qui dépasseront 75 % du PIB par habitant pour raison statistique (résultant de l'élargissement de l'UE à des régions plus défavorisées), bénéficieront d'un financement transitoire, spécifique et dégressif. Ces régions recevront 4,99 % du montant total;

#### → au Fonds de cohésion :

les États membres dont le Revenu National Brut (RNB) par habitant est inférieur à 90% de la moyenne européenne et qui mènent des programmes de convergence économique. Ils recevront 23,22% des ressources allouées à cet objectif. Les régions qui dépasseront 90 % du RNB par habitant pour raison statistique (résultant de l'élargissement de l'UE à des régions plus défavorisées), bénéficieront d'un financement transitoire, spécifique et dégressif;

#### → à un financement spécifique du FEDER :

les régions ultrapériphériques. Le but est de faciliter leur intégration dans le marché intérieur et de prendre en compte leurs contraintes spécifiques (compensation des surcoûts dus notamment à l'éloignement).



Pour cet objectif, les plafonds applicables aux taux de cofinancement sont les suivants :

→ 75% des dépenses publiques cofinancées par le FEDER ou le FSE.

Ce plafond peut atteindre 80% lorsque les régions éligibles sont localisées dans un État membre couvert par le Fonds de cohésion. Il peut même atteindre 85 % s'il s'agit des régions ultrapériphériques ;

→ 85% des dépenses publiques cofinancées par le Fonds de cohésion ;

→ 50% des dépenses publiques cofinancées dans les régions ultrapériphériques (nouvelle allocation additionnelle du FEDER visant la compensation des surcoûts).

#### C/ Textes relatifs à la discipline budgétaire des États européens.

(Introduction générale : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/pacte-stabilite-index.shtml/pacte-stabilite-introduction.shtml>).

#### **Article 126 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne**

(TFU, Traité de Rome consolidé à date de 2010, notamment à la suite du Traité de Lisbonne en 2007 et du Pacte de Stabilité et de Croissance – ou Traité d'Amsterdam – de 1997). [http://bookshop.europa.eu/is-bin/INTERSHOP.enfinity/WFS/EU-Bookshop-Site/fr\\_FR/-/EUR/ViewPublication-Start?PublicationKey=QC3209190](http://bookshop.europa.eu/is-bin/INTERSHOP.enfinity/WFS/EU-Bookshop-Site/fr_FR/-/EUR/ViewPublication-Start?PublicationKey=QC3209190)

1. Les États membres évitent les déficits publics excessifs.

2. La Commission (...) examine notamment si la discipline budgétaire a été respectée, et ce sur la base des deux critères ci-après :

**a)** si le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins :

- que le rapport n'ait diminué de manière substantielle et constante et atteint un niveau proche de la valeur de référence, - ou que le dépassement de la valeur de référence ne soit qu'exceptionnel et temporaire et que ledit rapport ne reste proche de la valeur de référence ;

**b)** si le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins que ce rapport ne diminue suffisamment et ne s'approche de la valeur de référence à un rythme satisfaisant.

Les valeurs de référence sont précisées dans le protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs, qui est annexé aux traités. (...).

11. Aussi longtemps qu'un État membre ne se conforme pas à une décision prise en vertu du paragraphe 9, le Conseil peut décider d'appliquer ou, le cas échéant, de renforcer une ou plusieurs des mesures suivantes :

→ exiger de l'État membre concerné qu'il publie des informations supplémentaires, à préciser par le Conseil, avant d'émettre des obligations et des titres ;

→ inviter la Banque européenne d'investissement à revoir sa politique de prêts à l'égard de l'État membre concerné ;

→ exiger que l'État membre concerné fasse, auprès de l'Union, un dépôt ne portant pas intérêts, d'un montant approprié, jusqu'à ce que, de l'avis du Conseil, le déficit excessif ait été corrigé ;

→ imposer des amendes d'un montant approprié.

#### **Protocole numéro 12 sur la procédure concernant les déficits publics**

##### **ARTICLE PREMIER**

→ 3% pour le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le produit intérieur brut aux prix du marché ;

→ 60% pour le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut aux prix du marché.

##### **ARTICLE 2**

À l'article 126 dudit traité et dans le présent protocole, on entend par :

→ public : ce qui est relatif au gouvernement général, c'est-à-dire les administrations centrales, les autorités régionales ou locales et les fonds de sécurité sociale, à l'exclusion des opérations commerciales, telles que définies dans le système européen de comptes économiques intégrés ;

→ déficit : le besoin net de financement, tel que défini dans le système européen de comptes économiques intégrés ;

→ investissement : la formation brute de capital fixe, telle que définie dans le système européen de comptes économiques intégrés ;

→ dette : le total des dettes brutes, à leur valeur nominale, en cours à la fin de l'année et consolidées à l'intérieur des secteurs du gouvernement général tel qu'il est défini au premier tiret. (...).

##### **ARTICLE 4**

Les données statistiques utilisées pour l'application du présent protocole sont fournies par la Commission.

#### **ARTICLE 3 du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance**

(TSCG, ou Pacte Budgétaire Européen, signé par 25 des 27 membres le 2 mars 2012, il confirme la règle d'or). [http://european-council.europa.eu/media/639232/08\\_-\\_tscg.fr.12.pdf](http://european-council.europa.eu/media/639232/08_-_tscg.fr.12.pdf)

1. Outre leurs obligations au titre du droit de l'Union européenne et sans préjudice de celles-ci, les parties contractantes appliquent les règles énoncées au présent paragraphe :

**a)** la situation budgétaires des administrations publiques d'une partie contractante est en équilibre ou en excédent ;

**b)** la règle énoncée au point a) est considérée comme respectée si le solde structurel annuel des administrations publiques correspond à l'objectif à moyen terme spécifique à chaque pays, tel que défini dans le pacte de stabilité et de croissance révisé, avec une limite inférieure de déficit structurel de 0,5 % du produit intérieur brut aux prix du marché. Les parties contractantes veillent à assurer une convergence rapide vers leur objectif à moyen terme respectif. Le calendrier de cette convergence sera proposé par la Commission européenne, compte tenu des risques qui pèsent sur la soutenabilité des finances publiques de chaque pays. Les progrès réalisés en direction de l'objectif à moyen terme et le respect de cet objectif font l'objet d'une évaluation globale prenant pour référence le solde structurel et comprenant une analyse des dépenses, déduction faite des mesures discrétionnaires en matière de recettes, conformément au pacte de stabilité et de croissance révisé;

**c)** les parties contractantes ne peuvent s'écarter temporairement de leur objectif respectif à moyen terme ou de la trajectoire d'ajustement propre à permettre sa réalisation qu'en cas de circonstances exceptionnelles, telles que définies au paragraphe 3, point b);

**d)** lorsque le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut aux prix du marché est sensiblement inférieur à 60 % et lorsque les risques pour la soutenabilité à long terme des finances publiques sont faibles, la limite inférieure de l'objectif à moyen terme telle que définie au point b) peut être relevée pour atteindre un déficit structurel d'au maximum 1,0% du produit intérieur brut aux prix du marché;

**e)** un mécanisme de correction est déclenché automatiquement si des écarts importants sont constatés par rapport à l'objectif à moyen terme ou à la trajectoire d'ajustement propre à permettre sa réalisation. Ce mécanisme comporte l'obligation pour la partie contractante concernée de mettre en œuvre des mesures visant à corriger ces écarts sur une période déterminée.

**2.** Les règles énoncées au paragraphe 1 prennent effet dans le droit national des parties contractantes au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent traité, au moyen de dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles, ou dont le plein respect et la stricte observance tout au long des processus budgétaires nationaux sont garantis de quelque autre façon. Les parties contractantes mettent en place, au niveau national, le mécanisme de correction visé au paragraphe 1, point e), sur la base de principes communs proposés par la Commission européenne et concernant en particulier la nature, l'ampleur et le calendrier des mesures correctives à mettre en œuvre, y compris en cas de circonstances exceptionnelles, ainsi que le rôle et l'indépendance des institutions chargées, au niveau national, de vérifier le respect des règles énoncées au paragraphe 1. Ce mécanisme de correction respecte pleinement les prérogatives des parlements nationaux.

**3.** Aux fins du présent article, les définitions énoncées à l'article 2 du protocole (n° 12) sur la procédure concernant les déficits excessifs, annexé aux traités de l'Union européenne, sont applicables.

Par ailleurs, les définitions suivantes sont également applicables aux fins du présent article :

**a)** le «solde structurel annuel des administrations publiques» signifie le solde annuel corrigé des variations conjoncturelles, déduction faite des mesures ponctuelles et temporaires;

**b)** les «circonstances exceptionnelles» font référence à des faits inhabituels indépendants de la volonté de la partie contractante concernée et ayant des effets sensibles sur la situation financière des administrations publiques ou à des périodes de grave récession économique telles que visées dans le pacte de stabilité et de croissance révisé, pour autant que l'écart temporaire de la partie contractante concernée ne mette pas en péril sa soutenabilité budgétaire à moyen terme.

# C - Première approche des alternatives à l'utilisation du PIB dans ses différents usages

*Les réflexions de cette partie ne visent pas à proposer une alternative globale au PIB. Elles visent seulement à s'interroger, usage par usage, sur la possibilité d'utiliser d'autres indicateurs que le PIB pour répondre à chacun des objectifs poursuivis. Il ne s'agit que du lancement d'une réflexion qui devra être approfondie avec les praticiens de chacun des usages concernés.*

## 1- ALTERNATIVES AUX USAGES SYMBOLIQUES

### Représenter la puissance des nations

Sur le plan de l'analyse des rapports de force de nombreux critères nous semblent devoir être pris en compte : l'arsenal nucléaire, l'arsenal conventionnel (en volume et qualité notamment en matière de système d'information), l'influence diplomatique, les alliances, les droits de vote à l'ONU, la maîtrise de ressources énergétiques ou d'autres ressources naturelles, l'influence financière ou monétaire, le rayonnement culturel, la nature du régime en place...

Cette liste non exhaustive montre bien que l'usage du PIB pour décrire la puissance d'une nation est sans doute imparfait. Il serait intéressant de construire des classements de « rapports de force » qui très vraisemblablement bouleverseraient la seule hiérarchie du PIB.

De même sur le plan de la puissance économique le PIB peut décrire un état mais moins une dynamique qui repose sur des critères tels que l'indépendance énergétique, l'innovation, la capacité d'entreprendre, la qualité des systèmes de régulation (sur la concurrence, la finance, le droit...), l'équilibre des échanges commerciaux, l'endettement externe privé et public, l'épargne disponible, les ressources énergétiques, agricoles, minières...

Là encore mettre en avant d'autres critères et d'autres classements permettrait sans doute d'avoir une vision plus complète de la dynamique économique des pays.

### Représenter la richesse et le progrès des nations

De nombreux indicateurs élargis de richesse ou de pauvreté existent déjà. Le tableau présenté en partie I-C /3. en rend compte. Leur vision dynamique permet de les nommer indicateurs de progrès si l'on reconnaît que la richesse, au sens d'une capacité au bonheur, est l'objectif ultime des nations.

Le point commun de ces indicateurs est de prendre en compte des critères non explicités dans les revenus : les stocks de revenus, les inégalités, les conditions de vie, les liens sociaux, le respect des équilibres naturels, la préparation des générations futures... Bien que ces indicateurs souffrent nécessairement d'une appréciation éthique, cet obstacle ne fait que refléter la nécessité de faire participer la société civile à leur élaboration.

### Représenter la valeur relative de données économiques

Nous nous intéressons ici à l'usage du PIB dans la construction de multiples ratios. Prenons comme exemple les dépenses de santé, ramenées souvent au PIB et considérons d'autres grandeurs comme :

- les dépenses annuelles de santé par habitant (dans 22 pays celles-ci sont supérieures à 300 \$ par habitant, dans 27 pays elles sont inférieures à 30\$ par habitant. (source « statistiques mondiales »),
- le nombre de médecins ramené à la population : un médecin pour 100 000 habitants au Togo, au Bénin, en Tanzanie ou encore au Libéria ; déjà 10 fois

plus dans un grand nombre de pays d'Afrique : Angola, Kenya, Mali, Mauritanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe... ; près de 100 fois plus (1 médecin pour 1 000 habitants) en Arabie Saoudite, au Chili ou au Pérou. Les pays occidentaux témoignent aussi d'écarts importants : 2,4 médecins pour 1 000 habitants aux États-Unis et au Canada, 3 en France, près de 4 en Espagne, Suisse et Belgique, 5 en Grèce... (source « statistiques mondiales »),

- la consommation de médicaments par habitant,
- la part des dépenses de santé dans la consommation des ménages.

La force démonstrative de ces différentes grandeurs physiques est évidente et elles sont de nature à déclencher de véritables débats sur les politiques publiques à conduire. Leur intérêt est tout aussi fort que l'expression d'un ratio de dépenses ramenées au PIB, grandeur qui peut apparaître au final comme d'un usage secondaire (non directement utile à l'examen d'une situation et à la définition d'actions

“ **Les indicateurs alternatifs de progrès et de richesse souffrent nécessairement d'une appréciation éthique, cet obstacle ne fait que refléter la nécessité de faire participer la société civile à leur élaboration.** ”

« En revanche, le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, ni de la gaieté de leurs jeux. Il ne mesure pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages. Il ne songe pas à évaluer la qualité de nos débats politiques ou l'intégrité de nos représentants. Il ne prend pas en considération notre courage, notre sagesse ou notre culture. Il ne dit rien de notre sens de la compassion ou du dévouement envers notre pays. En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. »

Robert F. Kennedy, discours à l'Université du Kansas, 18 Mars 1968.



correctrices). Toutes ces données physiques méritent par ailleurs d'être étudiées en fonction de différentes segmentations de population comme l'âge ou le niveau social.

### Représenter ce à quoi nous accordons de la valeur

Nous avons vu que le PIB représente ce à quoi nous accordons de la valeur, c'est-à-dire essentiellement toutes les productions marchandes de biens ou de services ainsi que les productions des services publics (auxquels il faut rajouter pour être plus précis certaines imputations comme les loyers recomposés pour les propriétaires ou certaines productions domestiques « masculines »).

Or de plus en plus nous savons que ce à quoi nous accordons « vraiment » de la valeur est beaucoup plus large, que ce soit :

- **Au niveau macro :** le maintien des équilibres écologiques et du capital naturel ; la solidarité entre les pays, la diminution de la pauvreté, l'accès à l'eau et aux ressources agricoles...
- **Au niveau micro :** les liens sociaux, les solidarités, les capacités de développement personnel et de participation à la vie de la société, une certaine harmonie avec le vivant...

Bien évidemment, décrire ce à quoi « nous accordons de la valeur » nécessite d'organiser de nombreux débats à différents niveaux : international, national, local ; en s'appuyant sur une véritable participation des citoyens.

Il faut noter ici l'initiative de l'OCDE qui s'est engagée depuis une dizaine d'années dans un programme d'évaluation du progrès des sociétés. En 2011 l'OCDE a mis en ligne le « Better life index » (indicateur

du vivre mieux) donnant aux internautes la possibilité de pondérer eux-mêmes les différents indicateurs proposés. Chacun peut ainsi voir le pays où « la vie est la meilleure » à partir de ses propres critères. Fort de son succès auprès des internautes français, l'OCDE a mis en ligne une version en langue française en mai 2012. Le fait d'entrer sur ce site, de parcourir les différentes rubriques, de considérer les différents classements et leurs explications, constitue une expérience vivante de l'insuffisance du PIB pour parler du devenir de nos sociétés.

Il faut aussi citer les travaux en cours de l'INSEE en lien avec Eurostats suite au rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi et les travaux de l'ONU dans le cadre de « l'Oxford Poverty and Human Development Initiative » qui a donné lieu au « Multidimensional Poverty Index ».

## 2- ALTERNATIVES AUX USAGES OPÉRATIONNELS

### Définir la contribution des États à des budgets supranationaux

La contribution des États à des budgets nationaux est souvent proportionnelle à leur PIB.

En Europe cependant un débat très vif existe pour remettre en cause cette règle. La question n'est pas tant le choix de l'indicateur de répartition que l'évolution vers la constitution de ressources propres au niveau européen pour « fournir des biens publics européens, générer une valeur ajoutée de l'UE plus élevée » et assurer un « juste retour »<sup>68</sup>.

Ces ressources peuvent être fiscales selon des dispositifs généraux assez comparables aux dispositifs nationaux (TVA euro-

péenne) ou peuvent être beaucoup plus ciblés comme une taxe sur les transports aériens, une taxe sur les transactions financières, une taxe écologique aux frontières ou encore une taxe sur les appels ou sms téléphoniques. Ces ressources pourraient aussi émaner de project-bonds : ressources de la BCE destinées à des travaux d'infrastructure.

Au-delà de ces exemples il serait imaginable de bâtir des contributions sur d'autres bases :

- Soit de nature punitive (plus vous êtes prédateurs plus vous payez) comme par exemple proportionnelles aux volumes d'émissions de gaz à effet de serre (produites et importées) ou encore propor-

tionnelles aux atteintes portées aux stocks naturels : biodiversité, énergie, matière...

- Soit sur des critères positifs prenant en compte une vision élargie de la richesse qui outre la production intégrerait la sauvegarde du patrimoine naturel ou la limitation des inégalités selon un principe nouveau « plus on est vertueux et plus on peut aider les autres à être vertueux ».

### Encadrer la redistribution de fonds internationaux

De la même façon la redistribution des fonds européens pourrait relever d'une autre logique que la seule convergence des niveaux de vie : d'autres critères permettraient d'organiser une planification sociale et environnementale. La distribution des fonds pourrait par exemple soit être

68. <http://www.europarl.europa.eu/oeil/popups/summary.do?id=1158716&t=d&l=fr>

Indicateurs  
LES DU MILLENAIRE

Enquête ATUS

IDH

HAPPY ?

Indice de développement

Well-Being Index

Bonheur National Brut

Indicateurs

indicateur de Gini How are you happy?



Qui perçoit qu'un déficit de 3 à 7% du PIB correspond en fait, pour le périmètre État, à un déficit ramené aux dépenses de 15 à 33% ? Soit des recettes fiscales ne couvrant que 85 à 66% des dépenses !

C - Première approche des alternatives à l'utilisation du PIB dans ses différents usages

directement liée à des investissements permettant une réduction des émissions de gaz à effet de serre (rénovation des bâtiments, infrastructure de transport, séquestration du CO<sub>2</sub>...) soit lié à une réduction des inégalités en lien avec le développement des économies (en utilisant par exemple l'indice de Gini).

Notons que la révision des modes de financement fait l'objet de procédures relativement lourdes mais qui ont le mérite d'exister.

→ Au sein de l'Union européenne, la procédure de révision du cadre financier pluriannuel s'effectue tous les sept ans, elle est initiée par la Commission Européenne.

### Bâtir des prévisions d'investissement

En matière de prévision d'investissement, l'utilisation du PIB peut aussi être discutée. Dans le cas des transports par exemple tous les modèles s'appuient sur une corrélation forte entre le PIB et les flux de déplacement de personnes ou de marchandises. De l'avis même des professionnels, ces modèles

rendent de moins en moins bien compte des flux de transport constatés *ex post* et sont sujets à des ajustements de plus en plus fréquents. Il serait vraisemblablement pertinent d'intégrer des données plus qualitatives prenant en compte les besoins à l'origine des déplacements et une valeur du temps véritablement représentative du point de vue de différentes catégories de population. (Et non comme une variable permettant de justifier la construction de toute nouvelle infrastructure à travers une valorisation « du temps économisé »). La difficulté réside dans la nécessité de valider tout nouveau modèle par des applications à des scénarios passés pour lesquels les séries de variables ne sont pas toujours disponibles.

### Établir la notation financière des États

Les perspectives de croissance du PIB, les niveaux de déficit ou de dettes cumulées (ramenés au PIB) sont des données essentielles pour la détermination de la notation financière des obligations d'État. L'expérience montre les limites de cette approche : peu d'anticipation de moyen

terme et du coup des évolutions de notation qui suivent les marchés plutôt qu'elles ne les alertent. Pour gagner en capacité de prévision, il serait nécessaire de revoir les

“ Il serait particulièrement pertinent de créer une nouvelle agence de notation qui s'appuierait sur les véritables déterminants économiques prospectifs, dont essentiellement la résilience énergétique. ”

critères de notation pour se doter d'une vision plus large et plus systémique des risques réels liés aux emprunts d'État.

Il serait particulièrement pertinent de créer une nouvelle agence de notation qui s'appuierait sur les véritables déterminants économiques prospectifs, dont essentiellement la résilience énergétique.

## 3- ALTERNATIVES AUX USAGES POLITIQUES

### Encadrer la dépense publique

L'encadrement de la dépense publique se réfère au PIB à travers des ratios tels que déficit/PIB ou dette cumulée/PIB. Cette référence au PIB porte en elle deux considérations :

- Ce qui compte c'est la richesse globale d'un pays car l'État peut toujours puiser dans cette richesse pour faire face à ses dépenses. (Par l'impôt).
- Déficit, dette et PIB sont des grandeurs jugées suffisamment fiables et comparables dans les différents États européens

pour y asseoir des règles communautaires.

Cette pratique est cependant fortement critiquable :

- En rapprochant le niveau des dépenses publiques de l'ensemble de la richesse nationale (entreprises et ménages) on obtient des taux qui « n'alertent » pas vraiment. Qui perçoit qu'un déficit de 3 à 7% du PIB correspond en fait, pour le périmètre État, à un déficit ramené aux dépenses de 15 à 33% ? Soit des

recettes fiscales ne couvrant que 85 à 66% des dépenses !

- L'idée selon laquelle la richesse nationale est une source fiscale inépuisable a bien sûr des limites : il n'est pas possible de prélever de plus en plus sans finir par casser la dynamique économique.
- Rapprocher un volume de dettes d'un niveau de PIB c'est comparer un stock à un flux. Ce n'est pas intellectuellement rigoureux serait préférable de comparer des volumes homogènes : un stock de dettes à un stock d'épargne ou un volume de remboursement annuel de

**“ Les collectivités locales ont une règle simple : il ne peut pas y avoir de déficit public sur les dépenses de fonctionnement et toute dépense doit être couverte par une recette. ”**

Pendant la campagne pour les élections présidentielles 2012, le réseau FAIR a interpellé les candidats sur différents points liés au système de pilotage de la nation. Le réseau FAIR a notamment proposé aux candidats de prendre comme indicateur de déficit public le ratio : déficit public sur recettes publiques. L'équipe du candidat socialiste, actuellement élu, a répondu que la référence au PIB plutôt qu'aux dépenses publiques, permettait de rendre comparables des pays qui ne faisaient pas les mêmes arbitrages sur la nature publique ou privée de différents services. Cette réponse pose question car 3% de déficit public ramené au PIB nous paraît plus dommageable pour un pays qui exerce peu d'activités publiques que pour un pays qui en exerce beaucoup.

Cela signifie que ces dépenses publiques, bien que limitées, sont très mal couvertes par l'impôt. La proposition du réseau FAIR garde donc tout son intérêt et ce débat mérite d'être poursuivi.

Notons que les collectivités locales ont une règle simple : il ne peut pas y avoir de

déficit public sur les dépenses de fonctionnement : toute dépense doit être couverte par une recette.

Dans ce débat sur la représentation de la dette publique deux autres grandeurs nous paraissent aussi essentielles :

- Le taux de prélèvement, qui donne une idée de la capacité à augmenter, ou pas, l'impôt.
- La répartition des détenteurs de la dette entre acteurs nationaux, acteurs d'une même zone économique, ou acteurs étrangers en dehors de cette zone. Une dette possédée par des acteurs nationaux peut être vue comme une circulation interne de monnaie sans impact négatif majeur, une dette détenue par des acteurs étrangers peut représenter une perte de souveraineté et une forme de menace. Mais des acteurs nationaux pouvant eux aussi posséder des obligations d'États étrangers c'est l'ensemble des équilibres des « flux de dettes » qu'il s'agit de qualifier. Pour Michel Volle un ratio porteur de sens économique serait la balance des paiements courants (représentatif de la dette nette) rapportés au PIB, au moins on compare deux données de flux sur un même périmètre.<sup>69</sup>

### Quantifier des politiques particulières

Nous avons vu que certaines politiques étaient accompagnées d'un objectif rapporté au PIB comme l'effort de R&D (3% du PIB) ou l'aide au développement (0,7% du PIB).

Considérons l'effort de recherche. Le rapporter au PIB a le mérite de signifier que tout surplus de croissance doit s'accompagner d'un surplus de R&D et inversement que tout ralentissement de la croissance autorise un ralentissement des dépenses de R&D. Ce dernier point est en soi discutable : une période de faible croissance nécessite

vraisemblablement un effort relatif de R&D croissant.

Par ailleurs ce type d'indicateur nécessite une définition rigoureuse du « périmètre R&D » et de simples « effets de périmètre » peuvent permettre d'atteindre, ou de ne pas atteindre, l'objectif. Les fonctionnaires français informés garderont longtemps en mémoire le transfert des écoles d'architecture au budget de la culture, permettant ainsi de porter celui-ci à 1% du budget de l'État conformément à l'objectif annoncé... ce qui ne fut pas sans conséquence car écartant durablement cette discipline de la sphère technique et des écoles d'ingénieurs.

Pour caractériser l'effort relatif de R&D d'un pays ne serait-il pas aussi pertinent de considérer par exemple le nombre de chercheurs ramené à la population totale, ou à la population active, ou encore à la population instruite ? Il serait intéressant, surtout du point de vue des politiques de moyen terme qui pourraient être mises en place, d'évaluer la part d'actifs qui exercent une activité de recherche au regard de tout autre nature d'activité : finances, droits, services, économie, gestion, santé... (Ou la part d'étudiants qui se préparent à ce type d'activité).

Il serait aussi pertinent de définir des objectifs micros : nombre de chercheurs en activité, budget R&D des grandes entreprises et des entreprises moyennes... D'autres grandeurs encore seraient aussi très intéressantes : la puissance de calcul disponible ou le niveau d'équipements en très grosses infrastructures de recherche.

Concernant l'aide au développement, mesurer l'effort des pays riches à l'aune de leurs revenus, c'est-à-dire de leur PIB, semble raisonnable. Pourquoi ne pas imaginer cependant d'autres critères, définis

<sup>69</sup> <http://michelvolle.blogspot.com/2010/05/un-indicateur-fallacieux.html>, <http://michelvolle.blogspot.com/2011/03/la-france-est-elle-reellement-endetee.html>

Indicateurs  
**LES DU MILLENAIRE**  
 Enquête ATUS **IDH**  
**HAPPY ?** Indice de développement humain  
 Well-Being  
**Net** Bonheur National brut  
 Indicateurs **indice de Gini** How are you happy?

Pourquoi l'objectif de croissance du PIB est-il si régulièrement et consensuellement repris ?



la croissance, la prospérité, la qualité de vie – vers le progrès économique et social durable dans l'économie sociale de marché

non sur une « fonction de générosité » mais sur le rééquilibrage d'une forme de prédation. L'aide au développement pourrait ainsi être proportionnelle aux consommations de ressources (minières, pétrolières, agricoles...) prélevées dans les pays pauvres. (Puis répartis ensuite entre eux sur d'autres critères pour éviter de trop grands écarts entre pays producteurs et pays sans ressources propres).

Autre possibilité, considérant que le réchauffement climatique pèse déjà sur les pays pauvres et que cette pression va encore s'accroître, il serait doublement vertueux de baser l'aide au développement sur les émissions de CO<sub>2</sub> : au titre de la réparation d'un préjudice et au titre d'une incitation à réduire ses émissions.

### Fixer l'objectif principal des politiques économiques et permettre leur évaluation

Fixer comme objectif principal de politique économique la croissance du PIB est discutable pour de nombreuses raisons :

- Tout d'abord c'est un objectif qui n'est pas véritablement porteur de sens politique : entre réformes structurelles et relance keynésienne la recherche de la croissance peut conduire à des politiques opposées sur les dépenses publiques, les salaires, le droit du travail... Certains l'utilisent même pour plaider une dynamique écologique sous l'appellation « croissance verte ».
- Ensuite c'est un objectif dont l'atteinte semble hors de portée de l'action propre des gouvernements ; soit que l'on considère que la croissance dépend avant tout d'un contexte global dans une économie mondialisée, soit que l'on se réfère à l'analyse de Jean-Marc Jancovici pour qui la croissance résulte de la quantité d'énergie (facilement accessible) consommée, quantité par nature limitée pour des raisons physiques. À l'inverse un gouvernement

qui a connu une croissance relativement forte n'en retire pas nécessairement les fruits politiques comme ce fut le cas pour les gouvernements Rocard ou Jospin. Ainsi un gouvernement ne fait pas la croissance et la croissance ne fait pas durer un gouvernement.

- Enfin bien sûr, la croissance du PIB étant synonyme de consommation de ressources naturelles et de perturbations des équilibres naturels, dont principalement le climat, celle-ci ne peut conduire qu'à une impasse dont Dennis Meadows nous dit qu'elle se manifestera vraisemblablement sous des formes violentes « d'effondrement » de nos économies.

Pourquoi alors l'objectif de croissance du PIB est-il si régulièrement et consensuellement repris ? Sans doute par la force de sa puissance symbolique dans des logiques qui privilégient le court terme :

- D'un point de vue macroéconomique les gouvernements voient dans la croissance le moyen essentiel de régler différentes dettes du passé dont le solde nécessite une course en avant : la réduction du chômage, l'augmentation du pouvoir d'achat, la résorption des déficits publics et sociaux, le rattrapage de certains investissements.
- Au niveau micro économique chaque intervenant sur la scène économique estime pouvoir tirer un bénéfice de la croissance. Les entreprises y voient la croissance de leur chiffre d'affaires et de leurs résultats, les ménages celle de

leurs revenus, les gouvernements celle de leurs recettes fiscales.

### Chaque acteur voit « sa croissance » dans la croissance du PIB.

Pourtant le PIB peut augmenter de différentes façons, pas forcément favorables à tel ou tel acteur. Le PIB peut en effet croître,

- par croissance des dépenses publiques sans croissance des productions marchandes ;
- par croissance des revenus du capital, ou de l'investissement, sans croissance des salaires ;
- par croissance de la production marchande sans revenus fiscaux ou sociaux supplémentaires si il y a eu un allègement de l'impôt et des charges sociales ;
- par croissance de la production marchande sans croissance des résultats si au contraire ceux-ci sont captés par la fiscalité.

Ainsi chacun pense qu'il ne peut que gagner dans la redistribution de la croissance, ou perdre en son absence, faisant l'impasse sur des questions clés : les gains, et les efforts, sont-ils équitablement répartis ? Les ressources sont-elles utilement consommées et préservées ? Les compétences et forces de travail sont-elles utilisées de façon optimale ? Les dépenses sont-elles optimales ? Les biens et services produits sont-ils pertinents ?

“ **Chaque acteur voit « sa croissance » dans la croissance du PIB. Les entreprises y voient la croissance de leur chiffre d'affaires et de leurs résultats, les ménages celle de leurs revenus, les gouvernements celle de leurs recettes fiscales.** ”

“ Il est certain cependant que l'action des gouvernements serait plus efficace si elle était guidée par quelques objectifs concrets, sur le court et long terme, que guidée par une recherche, souvent incantatoire, de la croissance. ”

- L'artificialisation des sols,
- La perte de biodiversité,
- Les déficits publics (ramenés aux recettes et non au PIB),
- La balance commerciale,
- La qualité des systèmes publics, éducation, soins, transport,
- Le nombre de personnes en situation de pauvreté, en situation d'isolement.

Pourrait-on alors se fixer d'autres objectifs que la croissance du PIB ? Vraisemblablement oui en se référant même aux années fastes des « 30 glorieuses » où ce qui était suivi était moins le PIB que des indicateurs très concrets comme par exemple le niveau d'équipement en logement, voiture, frigo, salle de bain ou encore le développement de l'accès aux soins et l'augmentation de l'espérance de vie. C'est-à-dire ce qui, à cette époque, avait de la valeur pour les citoyens et leurs dirigeants.

Actuellement, il semble nécessaire d'engager un vaste débat démocratique permettant d'aboutir à l'identification

de nouveaux indicateurs afin de donner du sens aux politiques publiques. À titre d'exemple certains indicateurs semblent cruciaux aujourd'hui :

- Sans doute en premier le taux de chômage,
- Sans doute aussi l'accès à un logement (si possible décent),
- Notre consommation d'énergies fossiles pour minimiser notre dépendance et notre impact sur l'environnement (rien moins que préserver notre avenir),
- Notre consommation de matières premières (et leur recyclage) pour préserver leur disponibilité,

Cette liste d'indicateurs est seulement indicative et devrait faire l'objet d'un vaste débat et d'options politiques fortes.

Il est certain cependant que l'action des gouvernements serait plus efficace si elle était guidée par quelques objectifs concrets, sur le court et long terme, que guidée par une recherche, souvent incantatoire, de la croissance.

Notons que l'économiste Peter Victor a effectué une modélisation de l'économie canadienne où, sous certaines conditions, le chômage et la dette pourraient être maîtrisés avec un PIB stable dans le temps<sup>70</sup>.

70. Peter Victor, *Managing without growth*, 2008

#### 4- CONCLUSIONS SUR LES ALTERNATIVES À L'USAGE DU PIB

Quels que soient les usages du PIB le remplacement de cet indicateur par d'autres nous paraît toujours possible et souvent plus pertinent.

L'usage du PIB relève en effet souvent d'une habitude, d'une convention, voire

parfois d'une certaine « paresse », les données étant facilement accessibles et reconnues de façon consensuelle.

Pour approfondir les alternatives possibles il serait donc utile et pertinent de mener une réflexion collective, usage par usage,

avec les acteurs concernés pour réfléchir aux indicateurs les plus appropriés, à leur valeur ajoutée et aux conditions de leur mise en œuvre.

Chapitre 3

# Conclusions et recommandations

# A - Bien qu'inadapté au pilotage des pays riches le PIB y demeure l'indicateur phare

## 1- LE PIB EST ESSENTIELLEMENT UN INDICATEUR D'ÉQUIPEMENT ADAPTÉ AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Conçu dès le XVII<sup>e</sup> siècle puis perfectionné pour évaluer la crise de 1929, le PIB s'est surtout développé pour suivre l'effort de reconstruction d'après-guerre. D'abord limité au suivi des biens d'équipement le PIB a, à partir de 1976 en France, pris en compte « l'équipement en services publics » à travers la valorisation des services de sécurité, d'éducation, de santé... et s'est sophistiqué avec l'apparition de certaines imputations comme le loyer (même pour

les propriétaires) ou certaines productions pour usage propre.

Ainsi le PIB représente principalement ce qui est produit, ou inversement ce qui est consommé, sous forme de biens ou de services dans le cadre d'une économie de marché ou de services publics, (à la balance extérieure près). Le PIB est donc un formidable indicateur pour suivre les pays en développement qui sont en phase d'équi-

pement. Notons que de nombreux pays en développement ont adjoint au PIB un suivi de l'évolution des inégalités comme au Brésil, en Colombie, ou au Maroc. Pour ces pays en effet, il ne peut y avoir de croissance durable sans un partage équitable de la croissance. L'indicateur de GINI est l'indicateur majoritairement utilisé pour suivre l'évolution des inégalités. Pour les autres pays, les pays pauvres ou les pays riches, le PIB est inadapté.

## 2- DANS LES PAYS PAUVRES L'URGENCE DU PILOTAGE PORTE SUR L'ÉRADICATION DE LA MISÈRE

Dans les pays qui connaissent une grande pauvreté la priorité politique n'est pas au suivi de l'équipement mais au suivi de la diminution de la pauvreté. Ce suivi passe par des indicateurs souvent physiques, très concrets et simples, comme par exemple le nombre de personnes disposant de moins de 1\$ par jour (indicateur phare par exemple en Colombie).

Ainsi l'ONU, qui représente les pays pauvres car à l'ONU chaque pays vaut

une voix, a adopté comme indicateurs du millénaire des indicateurs relatifs à la réduction de la pauvreté. Les huit grands objectifs adoptés lors du sommet du millénaire de septembre 2000 et à horizon 2015 sont :

- Réduire l'extrême pauvreté et la faim.
- Assurer l'éducation primaire pour tous.
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- Réduire la mortalité chez l'enfant.

- Améliorer la santé maternelle.
- Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.
- Assurer un environnement durable.
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

L'ONU n'a donc pas inscrit la croissance du PIB en tête de ses objectifs et de ses indicateurs de pilotage, celle-ci reste un objectif de pays en développement.

## 3- DANS LES PAYS RICHES L'ESSENTIEL RELÈVE DE LA MAÎTRISE DES RISQUES FINANCIERS, DU BIEN ÊTRE ET DE LA SOUTENABILITÉ

Pour les pays riches, dont la plupart des marchés sont des marchés de renouvellement, et où la consommation conduit en partie à du gaspillage, l'usage du PIB comme indicateur de suivi global de notre développement comporte trois lacunes principales (voir IB-2) :

- Il n'alerte pas sur les crises : crises financières, crises sociales, crises sanitaires ou industrielles.
- Il ne rend pas compte du bien être qui ne suit plus l'évolution de la croissance, (les pays riches atteignent une « limite de futilité »).

- Il ne prend pas en compte les ressources finies et les risques d'effondrement de notre environnement et de nos économies.

Inutile de revenir sur les crises financières qui se succèdent de plus en plus



fréquemment : crise des télécoms et bulle internet au début des années 2000, crise des subprimes à partir de juillet 2007 puis krach de l'automne 2008, bulles immobilières et crise de la dette en Europe depuis le début 2010.

Le découplage entre croissance du PIB et bien être semble aussi de plus en plus reconnu aujourd'hui. Il est observé depuis longtemps au Japon et en Corée. En Corée, en vingt ans le PIB a été multiplié

par 12 et le taux de personnes satisfaites de leur vie est passé de 61 à 48%. La prise de conscience d'un tel découplage progresse et d'autres pays, comme la Nouvelle Zélande et la Grande Bretagne, ont renforcé leur système d'évaluation du bien être et développent des politiques publiques adaptées. Ainsi David Cameron a lancé une vaste enquête « National well-being index » auprès des citoyens britanniques et en a déduit différents plans d'action.

Enfin les dégradations apportées par l'homme aux écosystèmes naturels, la gravité des risques qui y sont associés et la responsabilité principale des pays riches sont aujourd'hui globalement reconnues par la communauté internationale. (Même si les actions mises en œuvre sont insuffisantes au regard des enjeux).

#### 4- L'HABITUDE, LES CONVENTIONS, LE MANQUE D'INVESTISSEMENT DANS DES ALTERNATIVES, PERPÉTUE L'UTILISATION DU PIB

Malgré le changement de situation des pays riches l'utilisation du PIB comme indicateur principal d'appréciation de leur développement semble disposer d'une inertie considérable. On peut y trouver plusieurs raisons :

- La puissance du PIB : celui-ci est inscrit dans l'histoire, fait l'objet de conventions internationales sur sa définition et ses modalités de calcul, est réputé fiable et permet des comparaisons entre pays, est utilisé comme valeur de référence pour y rapprocher différentes grandeurs, décrit des séries longues permettant d'y appuyer des modèles prédictifs, rend compte de notre pensée économique, etc.
- La conviction que la croissance est le levier essentiel par lequel toutes sortes de difficultés seront réglées : le chômage, l'endettement des États, la pérennisation des systèmes sociaux.

Plus fondamentalement le PIB apparaît essentiellement comme un indicateur d'État.

→ D'une part parce que le PIB représente la capacité d'un pays à produire un effort de guerre, donnée essentielle à la fin des années 30 puis pendant la guerre froide.

→ D'autre part parce que le PIB peut être vu principalement comme la capacité à lever l'impôt. (Remarquons que la valeur ajoutée est une notion fiscale relativement extérieure aux entreprises qui, elles, sont focalisées soit sur leur chiffre d'affaires soit sur leurs résultats). Son utilisation « hégémonique » par les sphères administratives et politiques en serait expliquée et tout particulièrement la mesure du déficit exprimé en % du PIB c'est-à-dire rapporté à l'assiette potentielle fiscale et non au montant des dépenses publiques.

Bien évidemment l'absence d'indicateurs alternatifs crédibles et partagés limite aussi toute évolution vers d'autres systèmes de pilotage. Seule la comptabilité carbone semble aujourd'hui se générali-

ser sous le double effet de l'instauration des marchés des quotas d'émission de gaz à effet de serre (international et européen) et de la pratique des « bilans carbone ».

“ **Le PIB est un indicateur d'État qui évalue essentiellement la capacité à lever l'impôt.** ”

# B - L'approche par les usages permettrait une transformation rapide de nos modes de pilotage

## 1- MODIFIER LES USAGES DU PIB CONSTITUE UNE FAÇON EFFICACE DE REMETTRE EN CAUSE SON « HÉGÉMONIE »

Finalement les usages du PIB sont limités. Nous avons identifiés 10 usages types et pour chacun de ces usages, à des degrés divers, nous avons établi que l'utilisation du PIB n'était pas la plus pertinente et que des alternatives étaient possibles.

Plutôt que remettre en cause le PIB par des débats globaux : croissance ou décroissance, indicateur agrégé alternatif (PIB vert, empreinte écologique...), ou panel d'indicateurs alternatifs, qui constituent

des « faces nord », la remise en cause du PIB à travers ces usages semble plus accessible et plus efficace pour limiter son rôle symbolique, opérationnel et politique.

Le PIB n'a pas le même ancrage dans tous les usages. Sa remise en cause dans les règles d'encadrement des dépenses publiques européennes (déficit /PIB ou dette/PIB) est par exemple très difficile car elle nécessite de renégocier des traités voire dans certains pays de (re)modifier leur

constitution. En revanche le PIB semble déjà dépassé pour rendre compte d'un niveau de développement et de bien être dans les pays riches. Usage par usage, dans un ordre inconnu par avance, le PIB pourra laisser place à des indicateurs alternatifs. Il n'est pas nécessaire pour cela d'avoir construit un nouveau système statistique global ni une nouvelle pensée économique (même si c'est souhaitable). Cette transition pourrait donc être rapide, sur moins de 10 ans.

## 2- LA RÉNOVATION DES USAGES CONSTITUE UN CHANTIER ENTHOUSIASMANT

Rénover les usages du PIB c'est :

### Au plan symbolique

- Bâtir une nouvelle représentation de la puissance des pays mettant en avant leurs atouts économiques mais aussi militaires, financiers, démocratiques, culturels, écologiques ainsi que leur émancipation « de la tutelle carbone ». A quant un indicateur agrégé de puissance ?
- Bâtir de nouvelles mesures du bien être, aux différentes échelles de territoire, à partir d'une écoute véritable des citoyens.
- Développer de nouvelles formes de représentation de données sociétales s'appuyant sur des données plus physiques et plus concrètes : nombre de médecins pour 100 000 habitants, part de la population instruite dévolue à la recherche, litres équivalent pétrole disponibles par habitant ...
- Recenser et évaluer ce qui a réellement de la valeur aux yeux des citoyens : les liens sociaux, la possibilité de faire entendre sa voix, d'entreprendre, une certaine harmonie avec son cadre de vie et la nature...

### Au plan opérationnel

- Définir de nouvelles règles de contribution aux budgets supra nationaux, intégrant par exemple l'atteinte au capital naturel (GES, biodiversité, ...) ou le niveau d'inégalité des revenus ou encore une vision de la richesse élargie au bien être. Les règles de contribution partiraient alors de principes tels que : « plus je pollue plus je paye » ou « plus je suis vertueux plus j'aide les autres à le devenir ».
- Inventer de nouvelles règles de répartition des crédits visant tout autant au développement économique qu'à la maîtrise des ressources énergétiques et du vivant. (Pourquoi pas un critère de convergence européen qui ne serait plus le PIB/habitant mais un niveau (réduit) de CO<sub>2</sub>/habitant ?)
- Construire des modèles de prévision de trafic intégrant de nouvelles grandeurs qualitatives et une valorisation réinventée du temps. (Le temps serait une « durée » mais aussi une « régularité » ou encore une « possibilité »).

- Développer une nouvelle notation des États prenant véritablement en compte le poids fondamental de la maîtrise énergétique sur le moyen/long terme (capacité à disposer et/ou à se passer de ressources carbonées).

### Au plan politique

- Redéfinir les critères d'encadrement de la dépense publique en s'appuyant sur des critères tels que déficit/dépenses ou montant du remboursement de la dette/budget ; publier de nouvelles informations essentielles telles que la liste des détenteurs des dettes nationales, une balance des engagements, ... et mettre fin aux indicateurs déficit/PIB ou dette/PIB.
- Redéfinir certains objectifs politiques de façon plus concrète, par exemple passer d'un objectif de 3% de R&D/PIB à un objectif de nombre de chercheurs de niveau doctorant impliqués dans des activités de recherche (publique ou privée). Objectif *a priori* moins « manipulable » et



directement opérationnel : le pays forme et recrute un volume précis de doctorants.

→ Identifier le panel d'objectifs majeurs permettant de guider la politique économique du gouvernement et mettre fin à l'affichage récurrent d'un objectif

de croissance ambigu politiquement, relativement insensible aux politiques gouvernementales nationales, porteur de risques majeurs pour l'environnement et la pérennité de nos économies. Ces objectifs pourraient être le taux d'emploi,

la « décarbonation » de l'économie, la balance commerciale, les déficits publics, une répartition plus équitable des revenus...

### 3- PARALLÈLEMENT L'ANALYSE DES INFORMATIONS PORTÉES PAR LE PIB DOIT ÊTRE DÉVELOPPÉE

Le PIB est un indicateur agrégé qui a la particularité de permettre le bouclage entre production, revenus et consommation. Pour la comptabilité nationale en effet ces trois grandeurs sont strictement identiques.

À partir de là de nombreuses analyses, extrêmement intéressantes peuvent être menées sur :

- La répartition de la production entre biens matériels/services marchands/services publics/ ...
- La répartition des revenus entre rémunération du travail et du capital par exemple, ou entre catégories d'acteurs.
- La répartition de la demande entre consommation et investissement ou épargne ; ou par type de consommation. Il serait particulièrement utile, pour l'en-

semble des acteurs économiques, médiatiques ou politiques, que tant l'INSEE que des laboratoires de recherche mènent et publient ces analyses. L'INSEE pourrait présenter un rapport global annuel de l'économie au Parlement, (comme pour la SNDD) c'est-à-dire une version plus politique et plus pédagogique des comptes de la nation.

### 4- DES ACTIONS IMMÉDIATES PEUVENT ÊTRE ENGAGÉES

Pendant la campagne présidentielle 2012 différents acteurs ont milité auprès des candidats pour faire de la question des indicateurs un sujet majeur, et immédiat, de débat. Citons tout particulièrement le réseau FAIR et la Fondation Nicolas Hulot.

Ainsi à très court terme des actions immédiates pourraient être engagées :

- Le gouvernement pourrait lancer une enquête nationale sur le bien être. Parallèlement la pratique d'enquêtes locales, plus ciblées et plus participatives, pourrait être développée et encouragée. Dans ce cadre il serait sans doute utile de se rapprocher des exemples Néo-Zélandais ou britannique.
- Les médias, les chercheurs, les gouvernements, les partis politiques, pourraient

communiquer plus régulièrement sur l'ensemble des outils qui existent déjà pour rendre compte des réalités sociales et du bien être, relayant ainsi les initiatives prises par la société civile.

- La communication sur l'endettement public pourrait d'ores et déjà mettre en avant de nouvelles données et rappels historiques, notamment le rapport déficit public/budget.
- Le gouvernement, en complément de sa politique de croissance, pourrait définir le tableau de bord des objectifs économiques majeurs qu'il souhaite suivre : l'emploi, la consommation d'énergie carbonée (dans le cadre d'un plan ambitieux de « décarbonation » de l'économie), la balance commerciale... ?

“ Tous ces « petits pas » permettraient de se doter progressivement d'instruments de pilotage mieux adaptés aux attentes réelles des citoyens et aux grands enjeux de soutenabilité de nos économies. ”

Tous ces « petits pas » permettraient de se doter progressivement d'instruments de pilotage mieux adaptés aux attentes réelles des citoyens et aux grands enjeux de soutenabilité de nos économies.

# C - À long terme c'est l'ensemble de nos systèmes qui sont à revoir

## 1- L'ÉCONOMIE

La pensée économique classique repose schématiquement sur le modèle suivant :

- L'output (c'est-à-dire l'objectif de l'économie) est constitué de l'ensemble des biens et services produits.
- Les inputs (c'est-à-dire les ressources rares dont on doit se préoccuper) sont le temps de travail humain et le capital matériel. (en gros des hommes devant des machines ou des ordinateurs)
- La combinaison des inputs se faisant via « la productivité globale des facteurs » intégrant des éléments tels que l'innovation, l'organisation, le niveau de compétence, le développement des systèmes d'information et de communication...

Nous pensons que nous devons évoluer vers une modélisation de l'économie où :

- L'output serait « un niveau de bien être soutenable », qui passe par le bénéfice de produits et services mais aussi par le bénéfice de liens sociaux et par des capacités d'épanouissement.
- Les inputs seraient ce qui est vraiment rare aujourd'hui ou à moyen terme: les ressources énergétiques, la capacité de la nature à absorber nos pollutions, les ressources du vivant, la surface terrestre. (Remarquons qu'aujourd'hui le capital humain ne peut plus être considéré comme une ressource rare compte tenu du taux de chômage élevé dans différents pays développés ou même de pays en voie de développement)

→ L'intégration de ces inputs comprendrait le capital matériel (qui constituerait seulement une boucle rétroactive de production), nos organisations politiques, sociales ou productives, notre inventivité et notre capacité d'innovation, un niveau exceptionnel de partage et de coopération de l'information, une forme équitable de redistribution des richesses...

Plus que le modèle, qui est entièrement à construire, c'est l'identification de lois nouvelles qui importe, permettant de prendre des mesures politiques et de fixer des objectifs qui pourront formidablement enrichir la quête illusoire d'une croissance du PIB.

## 2- LES STATISTIQUES

Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, rendu public en septembre 2009, a permis de faire l'inventaire des besoins, d'identifier les avantages ou inconvénients des différentes propositions et d'émettre certaines recommandations en matière d'appareil statistique. Les travaux à mener restent très ouverts et d'une ampleur considérable qu'il s'agisse :

- D'affiner notre observation de l'économie à travers par exemple une meilleure capacité d'anticipation des bulles financières ou une vision plus précise de l'évolution des inégalités.
- De développer nos outils de mesure du bien être au niveau local comme à des niveaux plus agrégés.
- De mieux apprécier notre impact sur l'environnement et sa capacité de résilience.

→ De construire des indicateurs agrégés ou des tableaux de bord de pilotage à destination des dirigeants.

Les différents organismes statistiques sont engagés dans une évolution de leur production.

L'INSEE a engagé un plan de travail et de production suite au rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi et coprésidé avec Eurostats le « groupe de partenariat sur la mesure du développement durable ».

L'OCDE poursuit la publication du « Better life index » et travaille sur la définition de guidelines pour la réalisation d'enquêtes subjectives de bien-être.

L'ONU pilote la version 20012-2013 du cadre de comptabilité nationale (SEEA) et

va engager la redéfinition des objectifs du millénaire dont l'horizon actuel est 2015.

Tout ceci est très encourageant mais de l'avis même de ces organismes leurs travaux nécessiteraient une plus grande coopération internationale ainsi qu'un soutien important aux pays en développement. Ceci passe aussi par une mobilisation des politiques et l'identification de chefs de file.

La France et l'Europe devraient jouer un rôle majeur dans cette dynamique car la bataille des statistiques constitue aussi un enjeu de leadership et traduit une certaine vision du monde<sup>71</sup>. Doter la nature d'un capital à coûts de marché n'est pas pareil que raisonner à « coûts de remise en état » ; créer un PIB vert, c'est-à-dire un PIB diminué des dégra-

71. Notons que la France, à travers André Vanoli de l'INSEE, avait joué un rôle majeur dans la révision du cadre de comptabilité nationale de 1993.

Indicateurs  
**PIB DU MILLENAIRE**  
 Enquête ATUS



Est-il possible de se mettre d'accord sur ce à quoi nous accordons vraiment de la valeur ?

Well-Being Index

net Bonheur National Brut

la croissance, la prospérité, la qualité de vie – vers le progrès économique et social durable dans l'économie sociale de marché

indicateurs indice de Gini How are you happy?

Systeme de Comptabilité Environnemental et Economique

C - À long terme c'est l'ensemble de nos systèmes qui sont à revoir

dations environnementales, n'est pas pareil qu'introduire la nature comme un nouvel agent économique dont les dégradations s'ajoutent à l'expression d'un demande finale en coûts totaux<sup>72</sup>.

Par ailleurs l'appareil statistique ne suffira pas, seul, à nous renseigner sur la sou-

tenabilité de notre développement. L'appréciation de la soutenabilité, c'est-à-dire la capacité à dire dans quel état seront nos écosystèmes à moyen et long terme relève d'un savoir-faire de modélisation<sup>73</sup> plus que de constatation, aussi développé soit-il. L'important en effet n'est pas de mesurer une dégradation (par exemple un volume

de poissons prélevés, ou un volume de CO<sub>2</sub> émis) mais d'évaluer un stock, d'être capable de prédire l'évolution de celui-ci compte-tenu de toutes les interactions des écosystèmes, et, le cas échéant, d'alerter sur l'existence de seuils à partir desquels la disparition définitive d'un sous-ensemble est inévitable.

72. Proposition André Vanoli.

73. Cf Didier Blanchet « Les propositions du rapport Stiglitz, qu'apportent elles au pilotage de la croissance verte » *Annales des Mines*, n°61, janvier 2011.

### 3- LA COMPTABILITÉ

Nous citons ici la comptabilité des entreprises, car celle-ci, loin d'être un pur objet technique peut être aussi le reflet d'un mode de pensée et de tensions entre différents acteurs économiques.

La question de la valorisation des entreprises et des coûts d'amortissements est par exemple un sujet central. Amortir c'est réserver de quoi faire face au main-

tien dans la durée de l'appareil productif. Mais l'amortissement limite le résultat et le volume de dividendes distribuables aux actionnaires. Ces derniers, de plus en plus désireux de rendement à court terme, ont progressivement fait évoluer les règles de valorisation : valorisation aux coûts de liquidation, puis valorisation aux coûts historiques puis intégration d'un goodwill (ce qui permet de

distribuer des dividendes sur des revenus fictifs !).

Ainsi repenser l'amortissement du capital au sein des entreprises, développer un amortissement prenant aussi en compte le capital humain et le capital de la nature, constituent des chantiers passionnant pour lesquels des réflexions sont déjà en cours<sup>74</sup>.

74. Par exemple: Jacques Richard: "Comptabilité et développement durable" et les travaux de Michel Veillard au sein du club développement durable du conseil supérieur de l'ordre des experts comptables.

### 4- LES SYSTÈMES DÉMOCRATIQUES

Nous ne faisons ici que citer ce thème fortement débattu par ailleurs. Les questions essentielles qui se posent sont :

- Comment renforcer le niveau de coopération internationale ?
- Comment bâtir un système démocratique qui prend en compte les minorités (sociales ou culturelles) ?
- Comment donner une voie « au vivant » dans notre système de représentation ?
- Comment permettre « l'expression des générations futures » ?

### 5- VERS UN NOUVEAU PIB

En 1976 les comptes nationaux ont estimé qu'il fallait ajouter les services publics aux productions marchandes dans le calcul du PIB. Ceci se justifiait par le fait que tant les gouvernements que les citoyens accordaient de la valeur à cette production.

Aujourd'hui nous savons que le PIB ne compte pas certains éléments auxquels

nous accordons une grande valeur : les liens sociaux, la vie en bonne santé, la préservation de la biodiversité, la consommation raisonnée des ressources naturelles, la justice...

Est-il possible de se mettre d'accord sur « ce à quoi nous accordons vraiment de la valeur » ? Est-il possible de le quantifier ? Au moins partiellement mais bien mieux

qu'aujourd'hui. Si tel était le cas nous serions capables d'inventer, comme en 1976, un nouveau PIB dont nous serions tous heureux d'observer la croissance !



# Épilogue

**E**n engageant ce travail notre objectif n'était que d'essayer d'évaluer le coût de transition d'un pilotage, dominé par le PIB, à « autre chose ». Nous nous sommes donc posé quelques questions simples. Quels sont les usages du PIB? Quels en sont les « opérateurs »? Combien de personnes devront modifier leur façon de travailler et être formées en conséquence? Combien de textes de nature juridique faudra-t-il modifier pour pouvoir prendre d'autres références que le PIB?

Pour cela nous avons commencé par caractériser le PIB, recenser sa puissance comme ses limites, puis identifier les propositions de nature à le compléter ou à le remplacer. Nous avons acquis la conviction que le PIB n'était pas adapté au pilotage des pays riches. Nous avons compris dans le même temps que malgré un engagement politique de plus en plus répandu à travers le monde, la mise en place d'un système statistique alternatif, pertinent, consensuel et partagé allait nécessiter plusieurs décennies.

Puis nous avons recensé dix usages types touchant à trois domaines, symbolique, opérationnel et politique. Nous avons identifié que ces usages concernent majoritairement les sphères gouvernementales, universitaires et médiatiques ainsi que la plupart des grandes institutions internationales : FMI, Banque mondiale, OCDE, ONU ou encore la Commission européenne. En revanche, les entreprises, les collectivités locales et la plupart des services publics d'État n'ont qu'un usage très marginal du PIB et s'appuient sur d'autres indicateurs pour piloter leur développement.

Nous avons identifié que pour tous ces usages il existait des alternatives à l'utilisation du PIB, celles-ci pouvant s'appuyer sur des données existantes et bien souvent plus pertinentes. Dès lors nous pensons qu'une façon efficace de faire évoluer concrètement nos outils de pilotage est d'agir sur les usages du PIB. Cela peut être rapide, sur quelques années, sans attendre la création d'un nouvel ensemble statistique ou d'une nouvelle approche économique (par ailleurs souhaitables).

Cependant il y a urgence, tant le PIB, par convention, par habitude, voire par paresse, envahit de plus en plus nos systèmes politiques à l'image de la fameuse « règle d'or » ou de la perspective de créer des obligations indexées sur le PIB.

Usage par usage, une réflexion doit donc être engagée avec les acteurs concernés pour définir de nouvelles valeurs de référence et de nouveaux modes opératoires mieux adaptés à la diversité des objectifs et aux enjeux globaux de développement. Chaque usage est différent quant à ses rigidités de transformation et quant à l'impact de son évolution sur nos modes de pensée. Comme il est difficile de prioriser *a priori*, autant s'attaquer à tous sans pouvoir prédire ceux qui évolueront en premier. Les alternatives que nous avons esquissées ne sont que des aides pour engager cette réflexion à la fois passionnante et porteuse d'une forte capacité de transformation.

“ Une façon efficace de faire évoluer concrètement nos outils de pilotage est d'agir sur les usages du PIB. ”

systeme de comptabilite environnemental et economique  
up survey  
Enquête ATUS  
Monet  
Australian Unity Well-Being Index  
Monet  
Développement durable, la révolution des nouveaux indi  
Indicateur  
the Gallup survey  
grès véritable  
initiative du vivre-mieux  
Buen vivir  
How are you happy?  
millénaire  
buen vivir  
BONHEUR NATIONAL BRUT  
Enquête ATUS  
Canadian I  
la croissance, la prospérité, la qualité de vie – vers le progrès  
économique et social durable dans l'économie sociale de marché  
Enc  
How are you happy?  
Better Life Index  
L'initiative du vivre-mieux  
Développement durable,  
la révolution des nouveaux  
indicateurs  
Canadian Index of Well-Being  
the Gallup survey  
systeme de comptabil  
Enquête ATUS  
Monet  
IDH  
Indicateur de santé sociale  
Indice de développement humain  
Monet  
indice de progrès véritable  
ISS  
Indicateur de santé sociale  
Objectifs du Millénaire  
buen vivir  
How are you

et *Bonheur National Brut* la croissance, la prospérité, la qualité de vie – vers le progrès économique et social durable dans l'économie sociale de marché

icateurs **indice de Gini** **How are you happy?** *Développement durable, la révolution des nouveaux indicateurs*

de santé sociale **Buen vivir** *Système de Comptabilité Environnemental et Economique*

? **index of Well-Being** *initiative du vivre-mieux* **OBJECTIFS DU millénaire**

**quête ATUS** *Enquête ATUS* *Canadian Index of Well-Being* *Enquête ATUS* **IDH**

**IDH** **indice de Gini** **HOW ARE YOU HAPPY?** *Indice de dév*

*Indice de développement humain* **Australian Unity Well-Being Index**

*ité environnemental et économique* **Buen vivir** **Monet** *Bonheur National*

**Australian Unity Well-Being Index** **Développement durable, la révolution des nouveaux indicateurs** **indice**

*the Gallup survey* **initiative du vivre-mieux** **Buen vivir** **How are you happy?** **Buen vivir** *Syst*

**BONHEUR NATIONAL BRUT** *Enquête ATUS* *Canadian Index of Well-Being*

**happy?** *la croissance, la prospérité, la qualité de vie – vers le progrès économique et social durable dans l'économie sociale de marché* **Enquête ATUS** *Enquêt*

*Better Life Index* **L'initiative du vivre-mieux**

**OBJECTIFS DU millénaire**

Comptabilité environnemental et économique

# Australian Unity Well-Being Index

Développement durable, la révolution des nouveaux indicateurs

initiative du vivre-mieux

THE SHIFT PROJECT est un think-tank à dimension européenne créé en 2010 pour favoriser la transition vers une économie libérée de la dépendance aux énergies fossiles. À l'interface du monde académique, des entreprises, de la société civile et des pouvoirs publics et institutionnels, The Shift Project a vocation à proposer des mesures opérationnelles, en accord avec les constats scientifiques, pour guider la prise de décision au sein des entreprises et des institutions publiques ([www.theshiftproject.org](http://www.theshiftproject.org)).

## THE SHIFT PROJECT

Contact projet : Cédric Ringenbach, Directeur  
[cedric.ringenbach@theshiftproject.org](mailto:cedric.ringenbach@theshiftproject.org)  
+33 (0) 1 76 21 10 19

Contact presse : Anne-Caroline Duplat,  
Communications manager  
[anne-caroline.duplat@theshiftproject.org](mailto:anne-caroline.duplat@theshiftproject.org)  
+33 (0) 1 76 21 10 20



Reshaping the Economy to Achieve Carbon Transition

**THE SHIFT PROJECT**

**OBJECTIFS DU millénaire**